



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 9 OCTOBRE 2024 - N° 1285 - 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Provocation

Notre regrettée amie Coralie Delaume en aurait fait son miel : le jeudi 26 septembre 2024, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a renforcé la portée de l'arrêt Costa de 1964 (supériorité du droit européen sur le droit national) en décidant qu'un juge national ne pouvait être sanctionné s'il faisait prévaloir ce droit européen sur les décisions des juges constitutionnels nationaux. Il serait donc désormais possible à un juge d'un tribunal administratif (et donc au Conseil d'État) de censurer une décision du Conseil constitutionnel sans qu'aucune sanction puisse s'appliquer contre ledit juge !

Comme l'avait déploré Jean-Éric Schoettl, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel et ancien conseiller d'État, à propos d'une affaire similaire : « S'agissant du droit de l'Union européenne, les juridictions nationales sont devenues fonctionnellement des organes supplétifs de la CJUE. » Si une telle injonction avait été adressée aux autorités allemandes, la cour de Karlsruhe, qui veille jalousement au respect de la loi fondamentale, aurait envoyé promener depuis longtemps les magistrats aux petits pieds de la CJUE.

Le plus grave n'est pas tant qu'une « Cour » supranationale se permette de bafouer notre souveraineté et notre Constitution (la CJUE, combien de divisions ?) par des mots simplement couchés sur du papier, mais plutôt de constater l'assourdissant silence de nos dirigeants politiques (et de la plupart des médias) qui ont depuis longtemps renoncé à exprimer leur opposition à de telles injonctions en préférant capituler silencieusement et se soumettre sans combattre.

Quand se trouvera-t-il enfin un dirigeant français capable de donner ses lettres de noblesse à un certain (et ô combien français) mot du général Cambronne face à toutes ces tentatives de coup d'État juridique ?



© VECTEEZY.COM

L'ombre de la récession

Les qualités personnelles de Michel Barnier n'y changent rien : le Premier ministre ne maîtrise ni le jeu parlementaire ni le climat social.

Issu d'une fraction minoritaire au sein de la caste oligarchique, Michel Barnier en impose par sa courtoisie, son sang-froid et sa connaissance des institutions. Il ne peut cependant échapper à la logique des intérêts dominants, qui veulent imposer au pays une impitoyable cure d'austérité pour éviter une juste mise à contribution des diverses catégories de privilégiés.

Les annonces faites lors de la déclaration de politique générale sont de faible portée. Minoritaire, la nouvelle gouvernance est exposée aux manœuvres des groupes parlementaires, aux groupes de pression et aux mouvements sociaux. Des compromis passés en situation de faiblesse seront autant de capitulations signées par une équipe en sursis. **L'article de B. La Richardais en page 2 et 3.**

La crise du Proche-Orient

La mort du chef du Hezbollah marque un tournant historique dans la guerre engagée par Israël le 8 octobre 2023.

Une nouvelle situation se dessine très rapidement au Proche-Orient après la décapitation de la direction du Hezbollah. Elle accroît la fragilité du pouvoir iranien, divisé sur la ligne à suivre et largement contesté. Elle va soulager le Liban, où l'organisation chiite bloquait le fonctionnement des institutions. En Israël, elle

soude l'État et le peuple dans un objectif commun - éliminer la menace militaire chiite - tandis que le Hamas, victimisé par la campagne menée sur les campus anglo-saxons, est effectivement défait. Au fil des événements, la « communauté internationale » continue de parler dans le vide. **L'article d'Yves La Marck en page 7.**

Dans ce numéro :

Page 3 : À nouveau le vote RN.

Page 5 : Ruffin et Mélenchon.

Page 12 : Hartmut Rosa.

Page 15 : Quand Azilis répond à Beauvoir.

Page 16 : Cinéma et exception culturelle française.

Page 18 : Résistance royaliste : Henri Morel (2).

Page 20 : Éditorial : Série noire pour les Verts.



SOURCE : FLICKR, PHOTO : FRED ROMERO

Les annonces du pouvoir

Michel Barnier et les rats capitaines

par B. La Richardais.

Et maintenant, nous attendons le débat budgétaire pour savoir à quelle sauce austéritaire nous serons mangés. Le renouveau chaotique de la vie parlementaire va confirmer la fragilité de la gouvernance Barnier qui est de surcroît exposée au risque permanent de révolte sociale.

Nous avons attendu longtemps la désignation d'un Premier ministre et nous avons compté les jours jusqu'à la formation du gouvernement. Puis nous avons attendu la déclaration de politique générale qui a mis en valeur les dons d'équilibriste du Premier ministre, dans l'attente de la présentation du budget le 10 octobre. Mais cette année, le projet de loi de finances ne nous renseignera pas sur les dispositions qui seront effectivement votées puisque le gouvernement n'a pas de majorité.

Comme toute attente, la nôtre est jalonnée de distractions fugitives qui permettent de tuer le temps. Par exemple, on regarde évoluer Bruno Retailleau en se demandant si l'ogre vendéen va dévorer l'État de droit. Ou bien on imagine en lisant *Le Figaro* la détresse des riches qui se préparent à fuir en masse le pays pour échapper au terrorisme fiscal. *Le Figaro* informe ses lecteurs, il ne fait jamais pression, c'est bien connu.

Ce sont là de bien pauvres divertissements. Ils ne peuvent nous faire oublier que notre attente n'est pas de celles, impatientes et joyeuses, qui sont remplies d'espérance. L'ambiance porte à la désignation. Nous attendons de connaître

les sacrifices que la classe dirigeante nous imposera pour limiter les dégâts provoqués par sa gestion calamiteuse et pour faire bonne figure devant la Commission européenne. Nous attendons la mise à mort de la gouvernance Barnier, qui ne peut pas ne pas se savoir sursitaire puisqu'on le répète du matin au soir dans les médias. Il est cependant probable que l'attelage ministériel tiendra quelques mois, non par ses capacités, mais parce que personne n'a intérêt à le faire tomber – pour l'instant ou pour le moment.

Des discours aux chiffres. – Et maintenant, parlons chiffres – ou plutôt annonces chiffrées. Nous ne sommes plus au temps où le Premier ministre pouvait annoncer un programme étayé de chiffres plus ou moins pertinents avec la certitude que le budget serait voté par sa majorité. Cet automne, la discussion budgétaire sera rude et les intentions ministérielles pourront être remises en question. Dans sa déclaration de politique générale, Michel Barnier est apparu comme un homme pondéré et le chahut organisé par La France insoumise a rehaussé l'image de cet homme parfaitement courtois.

Mais la vie politique est, moins que

jamais, une affaire d'image. Le nouveau Premier ministre a voulu assurer les divers groupes parlementaires qu'il comprenait leurs soucis et partageait leurs inquiétudes. Il veut tout à la fois revaloriser le Smic de 2 % deux mois plus tôt que prévu, maîtriser les flux migratoires, faire exécuter les peines de prison prononcées, réduire le déficit public, améliorer le niveau de vie, imposer les gros contribuables, promouvoir une « *écologie des solutions* ». L'ensemble des annonces forme un catalogue tout à fait convenable, qui respecte le cadre assigné à toute gouvernance oligarchique.

Hélas, l'impression favorable laissée par Michel Barnier au soir de sa déclaration n'a pas duré 24 heures. Le 2 octobre, Bercy annonçait un plan d'économie de 60 milliards d'euros, qui serait réalisé par des hausses d'impôts (20 milliards) et par une réduction massive des dépenses (40 milliards). David Cayla a très justement souligné que le plan français était l'équivalent du plan d'austérité grec de 2010 et qu'il ferait basculer l'économie française dans la récession en 2025. De quelle manière et jusqu'à quel point ? Nul ne le sait. La gouvernance fait des annonces sur le nombre de contribuables astreints à une ponction exceptionnelle, sur les entreprises frappées par une hausse d'impôts, sur le report de l'indexation des retraites..., mais elle ne maîtrise pas le débat parlementaire ni la pluie d'amendements qui modifiera ou annulera les intentions exprimées.

D'ailleurs, les menaces ont fleuri avant même que le projet de budget soit connu. Se sentant pousser des ailes de présidentiable, Gérald Darmanin s'est écrié

que les augmentations d'impôts étaient « inacceptables », refusé toute révision des allègements de charge pour les entrepreneurs et contesté toute ponction fiscale « exceptionnelle » sur les plus riches. Marine Le Pen a pour sa part annoncé que le Rassemblement national s'opposera au report de la revalorisation des retraites, dénoncé comme un « vol ». Comme Gérard Darmanin est un coupe-jarret quelque peu isolé, le Premier ministre n'a pas cillé. Comme sa survie dépend du soutien lepéniste, Michel Barnier s'est empressé de dire qu'on pouvait trouver « d'autres moyens » de faire des économies. Et ce n'est qu'un début, le bas de fer continue !

L'ombre de la récession. – Michel Barnier ne maîtrise pas non plus la situation économique et sociale du pays, trop dégradée pour supporter une cure d'austérité. Dans un pays où un Français sur quatre ne mange pas à sa faim et où six Français sur dix renoncent à se soigner, nous avons appris courant septembre que la crise de l'immobilier se poursuivait sans espoir d'embellie, que la filière viande était à l'agonie, que la récolte de blé était catastrophique, que plus de six millions de personnes sont inscrites à France Travail. Il faudra que la puissance publique vienne une fois de plus au secours des secteurs en difficulté et que l'État verse sous diverses formes des compléments de revenus aux travailleurs victimes de la précarité et de la compression salariale.

Si les dégâts provoqués par la purge austéritaire viennent s'ajouter aux effets de la crise endémique provoquée par le libre-échange et l'euro, la gouvernance devra affronter des révoltes sociales qu'elle ne pourra pas maîtriser – à moins de répandre des espèces sonnantes et trébuchantes pour éteindre l'incendie.

Pris dans le jeu des écuries de droite et de gauche qui préparent la présidentielle, soumis aux groupes de pression qui interdisent toute véritable réforme fiscale, placé sous la contrainte bruxelloise et menacé de troubles sociaux, Michel Barnier commande un navire sans gouvernail où, comme dirait Malraux, les rats ont mis des casquettes de capitaine. ■

Sociologie politique

Encore le vote RN

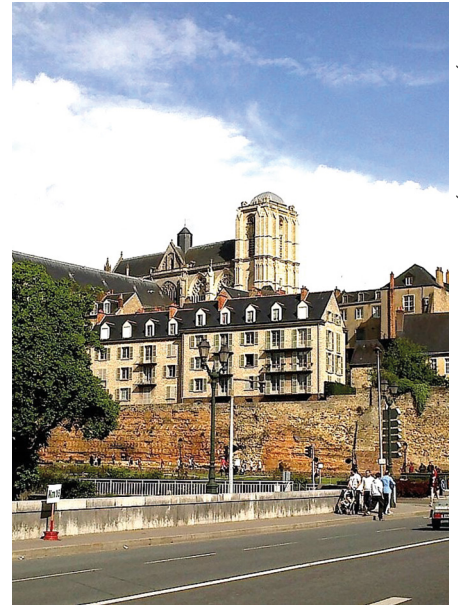
La perception du RN par les Français a changé, la nature du vote lepéniste aussi sa diffusion sur l'ensemble du territoire n'est pas sans lien avec celle de l'immigration.

Le précédent numéro de *Royaliste* (n° 1284, du 25 septembre 2024) commentait les résultats de deux études très éclairantes sur la géographie du vote RN et sur le glissement à droite du vote des fonctionnaires. Un nouveau travail, réalisé par Harris Interactive pour le compte de la Fondation Jean-Jaurès en septembre (1), complète ce tableau.

Premier enseignement : le vote RN est devenu très majoritairement un vote d'adhésion, un vote « pour » (à plus de 48 %) et non plus « contre » (moins de 8 %). Le RN est même le premier parti en termes de vote d'adhésion. Ses électeurs sont également ceux qui manifestent le plus de confiance dans la capacité de la formation politique de leur choix à réaliser son programme (45 % estiment qu'il pourrait le réaliser en totalité contre 25 % pour la macronie et 30 % pour la gauche) et à améliorer la condition des catégories populaires. Une confirmation : l'immigration reste la première motivation de ces électeurs (citée à 69 %), devant le pouvoir d'achat (63 %) et la sécurité (44 %).

Le RN est aussi la formation politique dont l'image s'est le plus améliorée (aux yeux de 33 % des Français) et le moins détériorée (32 %), loin devant les autres partis qui présentent tous des soldes négatifs. Cette satisfaction (relative) s'exprime plus nettement lorsque l'on questionne nos concitoyens sur l'action des parlementaires RN (37 % de satisfaits) et sur leur capacité à s'opposer au gouvernement (38 % contre 24 % pour les Insoumis).

Une autre étude récente de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (2) souligne la diffusion rapide de la population immigrée sur l'ensemble du territoire au cours des années 2006-2021. On assiste à un accroissement très significatif de la présence des immigrés dans des régions jusqu'alors peu concer-



Le Mans. Comme dans la plupart des villes de l'Ouest, l'immigration explose... et le vote RN avec.

nées par l'immigration, et tout particulièrement celles du grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie). Parmi les 13 grandes villes qui ont vu la part des immigrés s'accroître le plus dans leur population figurent huit agglomérations de l'Ouest (Le Mans, Brest, Caen, Angers, Rouen, Rennes, Nantes, Le Havre), *idem* pour les villes moyennes (14 parmi les 22 premières), et le phénomène est encore plus marqué pour les petites villes (18 parmi les 24 premières). Les causes de ce basculement ? Les politiques de répartition de l'immigration et, bien sûr, le dynamisme de ces régions qui attirent la main-d'œuvre.

On ne peut pas s'empêcher de faire le lien entre ce basculement et la diffusion parallèle du vote lepéniste. L'Ouest français a été longtemps une terre de mission pour le RN. C'est beaucoup moins le cas depuis les dernières législatives : ses candidats se sont qualifiés au second tour dans la quasi-totalité des circonscriptions et figuraient même en tête du premier tour dans plusieurs d'entre elles (Centrie Bretagne, Ile-et-Vilaine, Manche, Calvados). Du jamais vu ! Le cas du Mans est particulièrement éclairant : l'agglomération a vu doubler la part des immigrés dans sa population ; en 2022, la candidate RN ne figurait pas au second tour ; en 2024, elle vire en tête avec 34 % des suffrages. ■

LAURENCE THUREL.

Sur le mur de Jean Chouan

EH BEN JE VAIS VOUS DIRE : IL A QUAND MÊME DU CRAN, LE BARNIER, D'AFFRONTER TOUT EN BLOC :



SANTÉ, DÉFENSE, ÉDUCATION ET OUTRE-MER EN CRISES MAJEURES, ÉBULLITION SOCIALE, DETTE ABYSSALE, GESTION DÉSASTREUSE, CRISES DIPLOMATIQUES, CHAOS POLITIQUE ET J'EN PASSE : IL VA AVOIR DU BOULOT...



REMARQUEZ, C'EST DE NOTRE FAUTE, AUSSI. PARCE QU'IL NOUS AVAIT PRÉVENU, L'AUTRE, LÀ :



« C'EST MON PROJEEEEEEEEET ! »



(1). Fondation Jean-Jaurès, Note Harris Interactive « Et si le RN avait gagné les élections législatives ? », 12 septembre 2024.

(2). OMD, « L'immigration dans les territoires. Quinze ans de bouleversement (2006-2021) », 26 septembre 2024.



Éric Ciotti. Que pèse-t-il réellement ?

Ciotti et les LR

Les fossoyeurs

À l'occasion d'un entretien accordé au *Figaro*, le 22 septembre dernier, Éric Ciotti a fait deux annonces en une : il renonce à la présidence des Républicains, pour la bonne et simple raison qu'il le quitte pour en créer un autre. Avec un seul programme : le reniement du gaullisme.

Rétrospectivement, cette décision avait un caractère inéluctable. L'ancien chef de parti était marginalisé au sein de l'appareil des Républicains, et pour cause : le 11 juin, soit en pleines élections législatives, il proposait une alliance avec le Rassemblement national sans en avertir les autres dignitaires du parti. Ciotti trouvait deux intérêts à ce petit coup de force qui affaiblissait son parti politique : garder sa charge de député et négocier un poste au gouvernement en cas de victoire du RN.

Soucieux de l'intérêt de leur boutique, les ténors des LR menèrent une bataille juridique afin d'évincer leur ancien chef. Au mois d'août, Éric Ciotti alla encore plus loin en créant son propre parti : l'Union des droites pour la République (UDR). Ce faisant, il cherchait à s'inscrire dans une filiation historique glorieuse. En effet, le nom et l'acronyme renvoient à l'Union pour la défense de la République, appellation adoptée par le mouvement gaulliste et ses alliés en réaction aux événements de mai 1968. Mais la comparaison s'arrête là puisque le pari de Ciotti s'avéra un échec exemplaire : il n'obtint que seize députés, qui plus est satellites du RN. Pour tenter de garder la face, il prétexta par la suite que sa démission était motivée par des désaccords stratégiques. Le 14 octobre prochain, il devait faire l'objet d'une quatrième procédure de destitution, ne laissant aucun doute quant à la réalité de ses intentions.

Cette séquence grotesque, comme seule la vie partisane sait en produire, a au moins un mérite : révéler les lignes de fracture au sein des Républicains. Ciotti incarnait la tentation de l'alliance avec l'extrême droite ; la mouvance centriste, quant à elle, représente la soumission au macronisme, qu'elle vient d'ailleurs d'entériner en participant à l'actuel gouvernement. L'une et l'autre sont les deux faces d'une même pièce : celle d'un affaiblissement spectaculaire et historique. Cet ancien parti central n'a plus d'autonomie réelle et ne peut désormais plus servir que d'appui dans le cadre d'une coalition plus large où il sera, quoi qu'il arrive, minoritaire.

Ce reflux est intimement lié aux reniements successifs qui ont bradé l'héritage gaulliste depuis plusieurs décennies. Nicolas Sarkozy incarna le paroxysme de cette imposture, et ce à plusieurs titres. Sur le

plan institutionnel, il enchaîna les fuites en avant et se transforma en second Premier ministre : il ne remplissait plus la fonction d'arbitre national dépassant les factions, pourtant dévolue au président. À rebours d'une conception gaullienne du pouvoir, il ne considérait plus sa fonction comme une charge mais comme un instrument de jouissance individuelle : chez lui, la sacralité et la verticalité étaient proscrites. À cela s'ajouta le mépris de la souveraineté populaire, exemplairement révélé par l'adoption du traité de Lisbonne. S'agissant enfin de la politique étrangère, sarkozysme rima avec néo-conservatisme. Le retour dans le commandement militaire intégré de l'OTAN et l'intervention désastreuse en Libye affaiblirent durablement la voix de la France. Bref, les prétendus continuateurs furent en fait des fossoyeurs. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Mauvais signal.** – Dans son discours de politique générale, Michel Barnier s'est dit prêt à engager un « dialogue constructif » avec les collectivités territoriales. Très bien. Sauf que c'était sans compter sur les technos de Matignon et de Bercy : dans les annonces faites, le lendemain 3 octobre, sur la résorption du déficit, on apprenait que les contributions demandées à la sécurité sociale (20 milliards) et aux collectivités (20 milliards aussi) seraient du même ordre que l'effort consenti par l'État. On imagine la colère des élus qui s'époumonent depuis des mois à rappeler que le poids des collectivités dans le déficit de la France est minuscule, qu'elles sont tenues de voter des budgets en équilibre, que leur dette (moins de 9 % du PIB) est restée stable depuis 30 ans et qu'elles doivent faire face à une avalanche d'obligations et de transferts, que l'État se garde bien de compenser. Le principe constitutionnel de libre administration des collectivités est, une fois de plus, bafoué. Par Bercy, rien d'étonnant, mais de la part du Savoyard Barnier, voilà qui en dit long sur la valeur de ses promesses.

■ **Inconscients.** – On annonce le retour de la proportionnelle. Barnier l'a promis au RN, mais Marine Le Pen n'est pas la seule à s'en réjouir : la plupart des formations se frottent les mains à l'idée de se débarrasser du scrutin majoritaire et de revenir aux jours heureux des scrutins de liste et de la République des partis. Tous les arguments sont bons : le système majoritaire n'a pas empêché l'élection d'une Assemblée ingouvernable (mais il l'a permis pendant 66 ans et la proportionnelle rendrait l'ingouvernabilité permanente), d'autres pays européens l'ont adopté (mais les gouvernements mettent des mois à se former). En oubliant au passage deux réalités qui ont la vie dure : l'attachement des Français à élire le candidat de leur choix et le souvenir tragique de ce que fut la IV^e République !

■ **Inconsistant.** – Gérald Darmanin ne manque pas d'audace. Au moment même où il lance un mouvement autour de sa personne, dénommé Les Populaires, il fait grief au gouvernement de vouloir taxer les Français les plus aisés, ceux dont les revenus dépassent les 500 000 euros par an. Barnier a répondu qu'il n'avait pas le temps d'engager une polémique avec l'ancien ministre de l'Intérieur. Avait-il même besoin d'en dire autant ?

■ **Le choix de la désunion.** – Maigre mobilisation autour de la CGT pour la défense des retraites et des salaires, le 2 octobre : moins de 100 000 manifestants dans toute la France. On est loin de la déferlante populaire du printemps dernier. La centrale de Montreuil a pris le risque de faire cavalier seul alors que la condition du succès, c'est le retour de l'intersyndicale, mais Mme Binet a visiblement du mal à le comprendre.

■ **Outre-mer.** – Comme on pouvait s'y attendre, le mouvement de protestation contre la vie chère s'étend aux Antilles et à la Réunion. Pour le moment, la réponse de l'État a été principalement sécuritaire : couvre-feux, déploiement de forces de l'ordre, dont la 8^e compagnie de CRS, dépêchée en urgence à Fort-de-France. Les préfets ont reçu des instructions pour organiser des tables rondes, mais que peuvent-ils faire alors que la clé des décisions est à Paris ?

HUBERT DE MARANS.





Mélenchon et Ruffin. L'affrontement entre gauche des « quartiers » et gauche du « travail » se poursuit.

Mélenchon vs Ruffin

Deux visions de la gauche

par Nicolas Maxime.

Lors de la Fête de l'Humanité, François Ruffin a été hué et sifflé par les militants de LFI. Au-delà des querelles de personnes, ce conflit illustre une opposition entre deux visions de la gauche.

Le philosophe Michel Feher, dans son ouvrage récent, *Producteurs et parasites* (1), met en lumière l'adhésion des électeurs du Rassemblement national (RN) à une vision de la société qu'on pourrait qualifier de « *producteuriste* ». La société serait divisée en deux classes dont les intérêts sont divergents : les producteurs qui cherchent à vivre de leur travail et les parasites qui accaparent les richesses créées par les producteurs. Sont désignées deux catégories de parasites : ceux « *d'en haut* », les financiers, les élites intellectuelles et médiatiques, qui capteraient les richesses au moyen de la libre circulation du capital, financier ou intellectuel, et ceux « *d'en bas* », les assistés, issus en majeure partie de l'immigration, qui vivraient des aides sociales sans faire d'efforts. C'est particulièrement envers « *les parasites d'en bas* » que le discours du RN porte ses fruits.

Entendons-nous. Il ne s'agit pas de dépeindre ici les électeurs RN comme des « *méchants* » – le parti de Marine Le Pen leur ayant désigné des « *boucs émissaires* » visibles comme les chômeurs et les migrants, *a contrario* des tenants du Grand Capital ! –, mais de montrer à quel point le travail est à leurs yeux une valeur fondamentale. De nombreuses recherches sociologiques ont confirmé que le travail apportait fierté et reconnaissance, notamment parmi les ouvriers. Ainsi, François Ruffin, dans son ouvrage,

Je vous écris du front de la Somme (2), a entendu à plusieurs reprises des électeurs des classes populaires lui dire que le problème venait de l'assistanat, que la gauche avait dévalorisé le travail et favorisé « *ceux qui ne veulent rien faire* ».

Gauche sociale contre gauche socialiste. – La gauche a muté idéologiquement, de la socialisation des moyens de production vers la redistribution des richesses (3). Les revendications en faveur de droits individuels ont pris une place importante dans ses programmes. Si la lutte contre les discriminations est légitime, elle est souvent abordée d'une manière caricaturale, voire « *essentialiste* », par des militants décoloniaux et intersectionnels qui contestent le « *racisme systémique* », « *le privilège blanc* », « *la domination de l'homme blanc cisgenre* » ou affirment que « *les femmes ont peur des hommes* ».

Par ailleurs, une partie de la gauche voue un attachement quasi religieux à l'Union européenne, au nom d'une illusoire Europe sociale que les gouvernements allemands et hollandais refuseront toujours. Les notions de « *nation* » et de « *souveraineté* » ont été abandonnées à l'extrême droite, au motif que le souverainisme serait le début du nationalisme et de la xénophobie. Il y a donc un profond décalage entre les revendications des partis de gauche et celles des classes populaires des zones périphériques et

rurales, dont une partie plus âgée, nostalgique du patriotisme ouvrier du PCF, se réfugie dans le vote RN, « *faute de mieux* ».

Le conflit récent au sein de La France insoumise, entre un François Ruffin, qui veut réconcilier la gauche avec les bourgs et les villages, et le cercle fermé de Jean-Luc Mélenchon, qui mise tout sur le vote des jeunes, les banlieues et les abstentionnistes, caractérise cette fracture idéologique. Les propos du leader de LFI envers les électeurs d'Hénin-Beaumont, lors des législatives de 2012, confirment ce mépris social envers les classes populaires (4).

François Ruffin est un des rares à gauche à avoir compris qu'il fallait renouer avec la question du travail, en lien avec le protectionnisme, pour contrer le « *producteurisme* » du RN et reconquérir l'électorat ouvrier et rural. Agissant comme un électron libre, il s'est souvent démarqué de ses camarades, en soutenant des chômeurs dans le Nord, des AESH, des auxiliaires de vie, des femmes de ménage autant « *racisées* » que « *de souche* »... Il était sur les ronds-points avec les Gilets jaunes, dans les manifs avec les soignants et les travailleurs sociaux, dans les grèves avec les ouvriers de Goodyear et les éboueurs d'Abbeville... Il a produit des films et des livres sur le sujet.

Conflit ouvert. – Ruffin revendique hautement son appartenance à une gauche historique qui défend l'égalité sociale et les classes populaires. Certes, il oublie souvent d'inclure l'Union européenne et ses institutions dans son raisonnement, mais il incarne incontestablement un nouvel espoir à gauche. Et pourtant, dans son propre camp, certains le soupçonnent de racisme ou de fascisme, au motif qu'il aurait dénoncé les campagnes électorales au faciès de LFI, qu'il ne serait pas venu à la marche contre l'islamophobie, ou qu'il veut parler aux électeurs RN des classes populaires...

Entre François Ruffin, hué à la Fête de l'Humanité, lors d'un débat avec Raphaël Arnault, député NFP, qui veut parler aux « *fâchés pas fachos* », et les chefs de LFI qui refusent tout contact avec un électoral RN jugé « *raciste et infréquentable* », le divorce est définitivement consommé. Une clarification devra avoir lieu à gauche en vue de l'élection présidentielle de 2027, pour savoir quelle orientation politique est majoritaire. ■

(1) Michel Feher, *Producteurs et parasites*, La Découverte, 2024.

(2) François Ruffin, *Je vous écris du front de la Somme*, Les Liens qui libèrent, 2023.

(3) Nicolas Maxime, « Les errements politiques de la gauche », *Royaliste* n° 1284, 25.09.2024.

(4) « La pire campagne que j'ai vécue » : en 2012, Mélenchon et le fantasme d'un monde ouvrier disparu dans le futur fief du RN », *Libération*, 13.09.2024.

Social

Après Orpea, les crèches

Les reportages se multiplient sur la façon dont les opérateurs de services privés traitent nos aînés et aujourd'hui nos jeunes enfants avec, souvent, la complaisance des pouvoirs publics.

En 2023, la parution de deux ouvrages (1) (2) dénonçant de graves dysfonctionnements au sein des crèches privées avait donné lieu à la création d'une commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Celle-ci a rendu son rapport en mai 2024 et il y est souligné, entre autres éléments, les méfaits d'un modèle économique qui finance insuffisamment les structures d'accueil du jeune enfant ainsi que les failles de la formation de professionnels de la petite enfance que les assouplissements réglementaires successifs ont contribué à aggraver.

L'analyse de l'ensemble des financements publics que perçoivent les crèches met en évidence un système complexe, fondé sur une superposition de financements complémentaires visant à compenser l'insuffisance et les défauts des moyens alloués dans le cadre de la tarification à l'activité. Il y est évoqué « un système à bout de souffle ».

En septembre 2024, le journaliste d'investigation Victor Castanet, déjà auteur d'une enquête (3) en 2022 sur les pratiques scandaleuses au sein du groupe d'Ehpad privés Orpea, publie une nouvelle enquête (4). Les premiers extraits, révélés dans la presse, dépeignent un état des lieux inquiétant. Le journaliste cite l'exemple d'une crèche privée People & Baby de Villeneuve-d'Ascq où des enfants auraient été victimes de coups et griffures, ainsi que de privation de nourriture. Outre les groupes de crèches privées, les pouvoirs publics, notamment les collectivités locales, y sont aussi mis en cause pour avoir soutenu ce système *low cost* en choisissant ainsi systématiquement les offres les moins chères proposées par les opérateurs.

Ces informations sont malheureusement corroborées par le témoignage d'une professionnelle de la petite enfance qui, après un premier emploi en 2016 dans une crèche où elle constate « des actes inadmissibles, des enfants forcés à manger jusqu'au vomissement, qui se faisaient crier dessus et maltraiter... », décide en 2018 d'ouvrir une micro-crèche où elle propose des horaires atypiques pour les parents membres du personnel hospitalier, des ateliers de soutien à la parentalité, une approche bienveillante envers les enfants. Si la tourmente du Covid en 2020 a bien sûr aggravé la situation, elle est rapidement contrainte à renoncer devant les difficultés qu'elle rencontre :

« Le secteur de la petite enfance est difficile et apporte peu de reconnaissance. Les seules entités qui semblent survivre sans difficultés sont les gros groupes privés qui nous inondent de mails proposant de nous racheter. Leur ampleur leur permet d'absorber les coûts imposés par les changements de réglementation et d'avoir des contacts privilégiés avec la CAF, sous l'œil bienveillant de l'État. »

« À la lumière de ces nouvelles révélations », il faut « que les politiques prennent enfin à bras-le-corps la situation du secteur », a déclaré, le 17 septembre, Julie Marty Pichon, représentante du collectif Pas de bébé à la consigne qui réunit une cinquantaine d'associations

et d'organisations du secteur de la petite enfance. Toutes réclament un « plan d'urgence », avec un encadrement du nombre d'enfants par professionnel, des revalorisations salariales et une meilleure formation.

Seront-elles entendues en cette grave période d'impuissance politique ? Il est permis d'en douter. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) Bérangère Lepetit, Elsa Marnette, *Babyzness – Crèches privées : l'enquête inédite*, Robert Laffont, septembre 2023.

(2) Daphné Gastaldi, Mathieu Périsset, *Le Prix du berceau*, Le Seuil, septembre 2023.

(3) (4) Victor Castanet, *Les Fossoyeurs*, Fayard, mars 2022 ; *Les Ogres*, Flammarion, septembre 2024.

La quinzaine sociale

■ Informatique et sécurité militaire.

– Nous avons été ravis d'apprendre, le 26 septembre, qu'Atos cédait enfin ses activités Défense et Sécurité au groupe Thales – plus de 80 000 collaborateurs, 18 milliards de chiffre d'affaires, 2 milliards de résultat – grâce à un soutien de l'État de 700 millions d'euros. Ces activités hautement stratégiques sont maintenant sous contrôle et Bruno Le Maire aura finalement fait une chose utile avant de quitter le gouvernement.

■ **Forêts.** – Au moment où le gouvernement annonce, le 18 septembre, un programme de recherche Résilience des forêts (FORESTT) de 40 millions d'euros, un rapport de la Cour des comptes, publié le 19 septembre, critique la suppression en vingt ans de 4 500 postes de fonctionnaires de l'Office national des forêts (ONF) au profit de contractuels et dénonce une grave perte de savoir-faire. Quand finira-t-on par comprendre que la forêt française a d'abord besoin de gens qui sachent l'entretenir ?

■ **Corse.** – Après le coup de colère du président de l'exécutif corse, Gilles Siméoni contre l'État, et une grève très suivie de 24 heures les 3 et 4 octobre dans les six ports et les quatre aéroports corses, le gouvernement vient de confirmer que les ports et les aéroports corses resteront gérés par la Chambre de commerce et d'Industrie, échappant ainsi aux appétits des groupes privés qui espéraient une ouverture à la concurrence.

YVONNE CHASSARD.

■ Cidre : une filière en pleine évolution.

– La récolte de pommes bat son plein. Dans certaines régions, elle sera médiocre à cause des conditions météorologiques du printemps. La production et la distribution du cidre, autrefois boisson populaire, consommée au quotidien, notamment dans l'ouest de la France, ont su s'adapter à l'évolution de la demande (essor des crêperies, fêtes hivernales...).

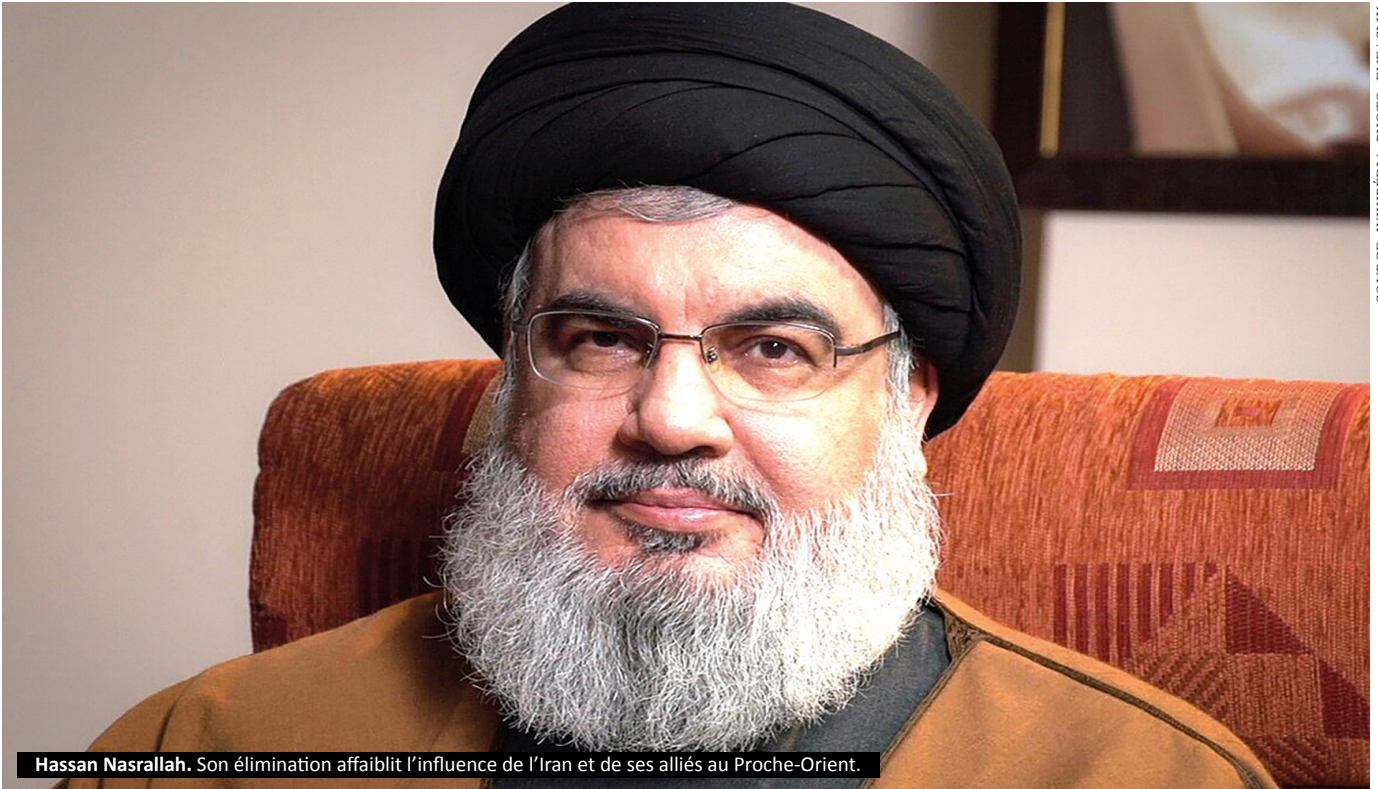
Si la consommation de cidre a encore diminué de moitié dans l'Hexagone depuis 20 ans et si les petites productions fermières à usage familial ont presque disparu, les Français consomment mieux, redécouvrent la qualité des codes nature, scrutent les cartes des restaurants à la recherche des produits de qualité.

Géographiquement, c'est la Bretagne qui se taille la part du lion avec 46 % de la production nationale, soit 36 000 hl et 500 emplois régionaux à la clef pour la filière. Et la consommation locale suit : les quatre départements bretons concentrent 18,6 % des ventes de cidre en hyper et supermarchés. La Normandie, elle, représente 40 % de la production nationale, et les Pays de la Loire 8 %.

Des marques industrielles se sont imposées sur le marché en faisant évoluer leur gamme et en pariant sur la qualité, comme Kerisac à Guenrouet (Loire-Atlantique), Loïc Raison à Domagné (Ille-et-Vilaine) ou Val de Rance à Pleudihen (Côtes-d'Armor). Mais de petites exploitations tirent leur épingle du jeu, notamment celles qui s'aventurent sur le terrain du cidre nature. On pense ici au travail de Johanna Cécillon à Sévignac (Côtes-d'Armor) ou à celui d'Éric Bordelet à Charchigné (Mayenne).

JÉRÔME BESNARD.





SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: ENEASMX.

Hassan Nasrallah. Son élimination affaiblit l'influence de l'Iran et de ses alliés au Proche-Orient.

Proche Orient

Victoire de Dieu

par Yves La Marck.

Nasrallah : victoire de Dieu... c'est la traduction du nom du « descendant du Prophète » qui régnait sur le Hezbollah (parti de Dieu) depuis 32 ans. Plus qu'un simple épisode d'une guerre longue, son élimination marque un tournant historique qui conclut la guerre de 354 jours engagée le 8 octobre 2023.

354 jours, c'est la durée de l'année lunaire qui régit le calendrier hébraïque et célébrait cette année son jour de l'an (Roch Hachana) le 2 octobre. Si l'année 5784 a été vécue comme l'année la plus noire de l'État d'Israël, 5785 s'ouvre par une victoire. La terreur a changé de camp, la sidération aussi. Autant le 7 octobre 2023 restera la date la plus sombre de l'Israël post-Shoah, autant le 27 septembre 2024 prend place parmi ses succès les plus mémorables. Les vaincus d'il y a un an sont aujourd'hui vainqueurs. La décapitation du Hezbollah entraîne des conséquences majeures au Moyen-Orient en général, au Liban et en Israël/Palestine.

« Le roi est nu ». – Hassan Nasrallah n'était pas seulement le chef politique et militaire du Hezbollah mais une autorité religieuse chiite, adjoint direct du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. À peine la mort du premier confirmée, le second a été mis en sûreté dans la clandestinité. Le Hezbollah servait de pare-feu du régime iranien. Le chef de l'unité Al-Qods, fer de lance des Gardiens de la Révolution iranienne au Liban, a

d'ailleurs péri dans la même frappe que celle qui a tué Nasrallah. L'arsenal donné par Téhéran servait de dissuasion contre toute frappe directe contre l'Iran. Sa destruction – au moins pour moitié – ôte la défense de l'avant du régime qu'Israël pourrait donc attaquer sans crainte de représailles massives. Le fiasco de la réponse iranienne le 13 avril à l'attaque israélienne contre le consulat d'Iran à Damas le 1^{er} avril a révélé aux yeux de tous la faiblesse du dispositif balistique iranien. L'absence de réplique à la mort du dirigeant du Hamas Ismaël Haniyeh le 31 juillet, au cœur de la capitale iranienne le jour même de l'investiture du nouveau président élu, l'a confirmé. Le doute est relancé sur la mort « accidentelle » dans un déplacement en hélicoptère du président Ebrahim Raïssi le 14 mai. Tout cela pointe une déstabilisation profonde des plus hautes instances à Téhéran, une lutte de pouvoir pour la succession de Khamenei, mais aussi sur la ligne à suivre.

Le président Massoud Pezeshkian, qui s'exprimait à l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre, où il a rencontré le président Macron, a multiplié les gestes

d'apaisement vis-à-vis de l'Occident qu'Israël a bien interprété, depuis son élection autorisée par le Guide contre un candidat conservateur, comme un aveu de faiblesse et donc, pour l'État hébreu, une formidable opportunité. Ce qui était analysé comme de la prudence, de la retenue, de la part de Téhéran et du Hezbollah, n'aurait été qu'une correcte appréciation du rapport de force qui avait basculé.

L'Arabie saoudite, qui s'était soigneusement tenue à l'écart, est la première à profiter du retournement de situation. Les accords d'Abraham, qui ont, à la surprise de beaucoup, résisté aux assauts sur la bande de Gaza, retrouvent une dynamique. Le premier test sera le Liban; le second, la Palestine.

Au pays du Cèdre. – Le Hezbollah, comme parti politique libanais, première force au Parlement, bloquait toute réforme y compris en s'opposant dans la rue aux manifestations en 2008 et en 2019. Le mandat du général Michel Aoun, élu grâce à une alliance entre son courant chrétien et le Hezbollah, arrivé à expiration le 31 octobre 2022, le Hezbollah avait empêché à ce jour l'élection d'un successeur. Les partis libanais devraient profiter de ce qui vient de se passer au sud-Beyrouth pour relancer le processus parlementaire. Amal, le parti chiite civil, reprend la main avec son dirigeant de toujours Nabih Berri, président de l'Assemblée nationale. Entre les tenants de la révolution islamique et ceux du Liban d'abord, la succession de Nasrallah est ouverte: contre Naïm Qassem, favori de Riyad, Hachem Chafieddine, dont le

fil est marié à la fille du général iranien Qassem Soleimani, tué le 2 janvier 2020 par une frappe américaine à Bagdad, et le frère représente le Hezbollah à Téhéran, était déjà annoncé comme désigné par le Guide suprême. Mais il aurait été tué par une frappe israélienne à Beyrouth le 4 octobre en compagnie de Hajj Mortada, le chef des renseignements du Hezbollah.

À Gaza. – Le pari du Hamas a été perdu. Pourtant, il a été très près de gagner. Non pas grâce à l'appui attendu du Hezbollah et de l'Iran qui, contrairement à ce qui fut imaginé, ont été pris de court et n'étaient pas prêts à soutenir une insurrection générale. Le Hamas a saisi une occasion, une faille dans le dispositif israélien, mais il était seul. D'où un appui minimal au Nord-Israël, sachant que l'ouverture d'un second front ne pouvait tourner qu'à la déconfiture du Hezbollah. Les Palestiniens sont plus que jamais abandonnés de tous, alors que les militants de la cause palestinienne et des stratèges internationaux ont cru à un retour de la centralité de la question palestinienne. Il n'en a rien été.

Si l'impression dominante fut à ce point égarée, et si le Hamas était crédité comme l'avait été le Hezbollah en 2000 et 2006 de champion de la résistance à Israël, ce fut grâce à une mobilisation partisane aux États-Unis et au Royaume-Uni au profit des victimes palestiniennes. La guerre de l'information, en dépit ou grâce à l'absence de la presse internationale à Gaza, avait été largement gagnée par le Hamas. Israël était aussi en passe de perdre la bataille judiciaire devant la Cour de Justice internationale et la Cour pénale internationale. L'opinion israélienne elle-même semblait gagnée pour d'autres raisons tenant à la crise des otages. Le basculement réussi de la menace du sud vers le nord rétablit le consensus autour du gouvernement et de l'armée dans la mesure où tous deux, divisés sur le cessez-le-feu à Gaza, retrouvaient une ligne d'action commune. La cote de confiance du Premier ministre est en forte hausse. Avant même de connaître les résultats, 60 % approuvaient l'action au Liban contre seulement 20 % qui la désapprouvaient.

Les risques. – Téhéran est conforté dans l'idée que seule la dissuasion nucléaire peut assurer la sécurité et donc la pérennité du régime. L'arc chiite a montré ses faiblesses. L'Iran devrait rentrer en soi, approfondir sans doute sa relation avec Moscou et Pékin ou tenter de négocier un accord avec Washington.

Abandonnés à leur sort, les « terroristes » de toutes obédiences devraient chercher à atteindre Israël non plus directement mais par les soutiens extérieurs. Un regain du terrorisme international est à redouter. Les organisations sont décrédibilisées ; les fanatiques auront la bride sur le cou. Moins de calcul, plus d'imprévisibilité.

La communauté internationale sans voix.

– Elle n'a jamais été aussi peu pertinente. Pendant une année pleine à Gaza, les dernières semaines au Liban, elle a montré son impuissance, mais plus encore l'inadéquation de ses concepts. Biden, Guterres, Macron et autres parlaient dans le vide. Ils s'accrochaient à des schémas qui devenaient de plus en plus obsolètes sous leurs yeux à mesure qu'ils répétaient les mêmes antiennes, sans changement : solution à deux États, cessez-le-feu, droit international humanitaire. On a rarement vu, dans la durée, pareille aliénation de la réalité.

La nouvelle situation géopolitique devrait pourtant offrir aux puissances l'occasion de retrouver un rôle qu'elles ont perdu, pour peu qu'elles révisent leur logiciel. L'Amérique et le monde sont dans l'attente du résultat des élections du 5 novembre. L'Europe est en phase de pause depuis les élections du 9 juin. Le moment est peu propice à des remises en cause fondamentales. Les faits s'imposeront d'eux-mêmes. ■

Europe

Une Allemagne ébranlée

Le malaise allemand aux diverses facettes (économique, sociale, morale) s'est traduit dans les urnes lors des élections régionales du mois de septembre.

Le mois de septembre a été marqué par la tenue de trois élections régionales, en Thuringe, en Saxe et dans le Brandebourg. Ces élections ont été un terrible échec pour le gouvernement Scholz et sa coalition dite « feu tricolore » (libéraux du FDP, sociaux-démocrates du SPD, écologistes des Verts). Vainqueur dans le Brandebourg, le SPD obtient des scores très faibles en Saxe et en Thuringe. Dans le premier, la popularité du ministre-président social-démocrate explique en grande partie cette victoire. Pire, Dietmar Woidke n'a quasiment jamais fait référence dans sa campagne au chance-

lier allemand, pourtant élu de Potsdam, ni appelé à sa venue. Les sociaux-démocrates ne sont pas les seuls perdants au sein de la coalition au pouvoir à Berlin. Les Verts disparaissent des parlements de Thuringe et de Saxe, se maintiennent de justesse en Saxe avec 5,1 % des voix. Ce score s'inscrit dans un contexte quasi européen de régression des partis écologistes et de remise en cause des agendas environnementaux par les équipes au pouvoir. Quant aux libéraux du FDP, ils disparaissent tout simplement des parlements de Thuringe et de Brandebourg, et continuent d'en être exclus de Saxe, avec des scores inférieurs ou proches de 1 %. Pour la presse allemande, l'avenir de la coalition au pouvoir est compromis et les élections fédérales de 2025 pourraient être désastreuses pour elle. Au sein du SPD, des voix se font même entendre pour réclamer le départ au plus tôt du chancelier Scholz au profit de son ministre de la Défense Boris Pistorius.

Pour autant, l'opposition ne sort pas grandie de ces élections. La CDU chrétienne-démocrate, même si elle maintient ses positions en Thuringe et en Saxe et régresse légèrement dans le Brandebourg, est largement dépassée par l'Alternative für Deutschland (extrême droite). Quant à Die Linke, c'est le grand effondrement : il disparaît des Länder de Saxe, de Brandebourg, mais se maintient cependant en Thuringe tout en perdant plus de 17 points par rapport à 2019. Les grands vainqueurs de ces élections sont, comme le prédisaient les sondages, l'AfD et un nouveau venu à gauche : la BSW (Alliance Sahra Wagenknecht). Le premier arrive en tête en Thuringe et en Saxe, et deuxième dans le Brandebourg, dépassant ou frôlant les 30 % des voix. Le second fait son entrée dans les trois parlements avec des scores allant de 12 à 16 % des voix. Les discours anti-migrants des deux partis, à l'écho renforcé par l'attentat de Solingen le 23 août (même s'ils ne reposent pas sur les mêmes prédicats), la peur d'une extension du conflit ukrainien et le coût supposé des réfugiés, la situation économique inquiétante du pays, le problème des travailleurs pauvres et la précarisation de l'emploi, la



Olaf Scholz. Jusqu'à quand tiendra-t-il ?

SOURCE : WIKIPÉDIA, GOUVERNEMENT SLOVÈNE.



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: IMPERIAL WAR MUSEUMS

Le général de Gaulle lors de la libération de Paris, le 26 août 1944. Préserver la mystique dans l'action politique.

Institutions

De Gaulle, à nouveau !

par Bertrand Renouvin.

Figé par les hommages dans une posture héroïque, Charles de Gaulle était en passe de devenir un personnage de légende, exemplaire et impénétrable. Arnaud Teyssier ressaisit la pensée en acte d'un homme d'État qui s'est placé dans le mouvement de l'histoire pour en orienter le cours.

Ministre de l'Information de 1962 à 1966, Alain Peyrefitte avait pris l'habitude de noter les propos que le Général lui tenait au sortir du Conseil des ministres. Il en fit un livre (*C'était de Gaulle*) qui rencontra un écho considérable mais qui eut l'immense inconvénient de placer sur un même linéaire les réflexions approfondies, les provocations ironiques, les bons mots et les tirades plus ou moins reconstituées du locataire de l'Élysée. Dans ces trois tomes, chacun peut venir faire son marché, puisant les formules au gré de ses préférences et de ses répulsions. On aura désormais tout intérêt à lire Peyrefitte et les principaux biographes du Général après avoir étudié et médité l'ouvrage magistral d'Arnaud Teyssier.

Depuis un demi-siècle, on évoque le pragmatisme du Général pour excuser les petits arrangements qui conduisent peu à peu à l'abandon du projet gaullien. De Gaulle détestait qu'on s'arrange, sans cependant négliger les circonstances. Son

action procédait d'une réflexion rigoureusement construite mais tout à fait étrangère aux grandes idéologies du XX^e siècle. Le Général n'a pas de doctrine parce qu'il a une pensée, qui est le fruit de lectures étendues et d'épreuves politiques d'une exceptionnelle intensité. Plus que l'expérience des choses et des êtres, qui peut être menée dans une relative indifférence, ou avec le superbe détachement des esprits supérieurs, l'épreuve implique un plein engagement de l'homme, souvent à son corps défendant. Or, depuis le plus jeune âge, Charles de Gaulle se préparait à l'épreuve suprême par le jeu et par l'étude de l'histoire, avant d'entrer dans l'Armée.

Les inspireurs : Chateaubriand, Bergson, Barrès et Péguy. – Le futur combattant, blessé deux fois au cours de la Grande Guerre, serait simplement représentatif des jeunes officiers de sa génération s'il ne s'était très tôt soucié de développer, pour lui-même, une pensée cohérente alimentée

à de multiples sources. De Gaulle a trouvé chez Henri Bergson sa conception d'un temps qui serait saisi par l'intuition dans son mouvement propre, loin de sa réduction aux mesures scientifiques des quantités de temps écoulées ou à venir. Tel qu'il est saisi par un individu dans sa durée, le temps n'efface pas le passé qui se retrouve dans un présent toujours-déjà projeté vers l'avenir...

Sans doute faut-il voir dans la belle hypothèse bergsonienne l'origine d'une politique tout à fait originale par rapport aux théories, alors en vogue, de la rupture radicale en faveur d'un monde nouveau. La révolution gaullienne vise à préserver l'essentiel pour mieux transformer en s'appuyant sur des institutions forgées par l'histoire. De Gaulle déteste la doctrine marxiste de la lutte des classes parce qu'elle prétend décrire et annoncer l'élimination des classes successivement condamnées par la dialectique historique. D'où, à l'inverse, l'idée un peu naïve de l'association du capital et du travail qui fera place au projet, beaucoup plus ambitieux, de Participation.

La durée bergsonienne se concrétise dans le cours de l'histoire universelle et dans celui, singulier, de la nation française. Et c'est selon l'histoire que la pensée gaullienne prend forme puis se déploie. Là encore, de Gaulle ne marche pas sans guides, même si, comme tout écrivain, il oublie volontiers de citer ses sources. Quant aux

influences les mieux étudiées, je me limiterai à quelques notations. Le Général s'inspire de Chateaubriand qui voulait « *occuper les Français à la gloire, les attacher en haut, essayer de les mener à la réalité par les songes : c'est ce qu'ils aiment* » – tout le contraire de la mythologisation-mystification qui a été reprochée à l'homme du 18 juin. De Maurice Barrès, de Gaulle retient, en opposition à Charles Maurras, que l'histoire de France doit être prise dans son ensemble, assurée tout entière – monarchie capétienne, Comité de salut public, Consulat, Républiques successives –, et que tous les Français sont appelés au rassemblement patriotique. L'auteur de *L'Argent* accompagne le Général qui a éprouvé, plus que tout autre en son siècle, la complexité du lien entre la mystique et la politique. La fameuse formule de Péguy – « *Tout commence en mystique et finit en politique* » – a été mal comprise. Pendant la guerre, Jacques Maritain refuse de rejoindre le Général parce que « *sa faute a été de cristalliser trop tôt son dynamisme en organisation de pouvoir* », ce qui le faisait « *tomber dans l'impureté* » et empêchait l'entente avec les États-Unis. Or de Gaulle n'a pas dégradé la mystique en politique politicienne assortie d'une vindicte internationale. Il a voulu, comme l'écrit Arnaud Teyssier, « *cristalliser la mystique en organisation* » par le moyen de l'État, car « *De Gaulle ne pouvait se satisfaire de la position du prophète, s'il était désarmé, ni de celle du héros, s'il reste sans héritage. Il fallait toujours être en prise sur le réel, en prise sur les choses, au nom d'une conception sacrificielle du pouvoir* ».

À l'épreuve de la guerre. – Cette conception sacrificielle est concrètement anticipée par la guerre, à laquelle le jeune officier se prépare en lisant Clausewitz et le comte Jacques de Guibert (1743-1790), auteur du célèbre *Essai général de tactique*, qui lui enseigne la nécessaire formation d'une élite administrative et le lien essentiel entre la politique intérieure et la politique extérieure – entre la paix d'une société bien ordonnée et la juste mesure de sa souveraine puissance. Lecteur du maréchal de Moltke qui estimait que le monde « *pourrait* » sans la guerre, il exprime une idée quasi hégélienne du sacrifice des biens matériels et de la mise en jeu de la vie qui lui permet d'affirmer sa liberté en même temps qu'il préserve l'indépendance et la souveraineté de l'État.

Il n'est cependant pas possible d'évoquer une conception banalement héroïque de l'existence. Avec Clausewitz, de Gaulle pense que l'enjeu de la guerre est politique et en fait la démonstration pendant la Seconde Guerre mondiale. Surtout, il ne vise pas la gloire personnelle sur le champ de bataille ou sur le terrain de la lutte partisane. À l'opposé des froids calculateurs qui visent le pouvoir pour la jouissance qu'il procure, Charles de Gaulle est tout au long de sa vie un homme qui vit selon ses



L'historien Arnaud Teyssier. Il nous offre un portrait de l'homme du 18 Juin, sans doute le plus vivant et le plus exact jamais publié.

propres mots dans une « *fierté anxieuse* » quant à l'avenir de la patrie et de la civilisation dans laquelle elle s'inscrit. L'orgueil, la dureté, la démesure qui lui furent tant reprochés sont les masques de cette angoisse qui marque cruellement les longues attentes, les combats toujours incertains et les heures décisives.

De Gaulle ne dessine pas des royaumes sur le sable. Il prend en charge le présent et l'avenir d'un royaume millénaire.

Cette fierté anxieuse vient d'une relation permanente et intime à l'histoire, en même temps que d'une conscience tôt venue de son propre destin, qu'il n'est jamais sûr de pouvoir accomplir. Comme Péguy, Charles de Gaulle est dans sa jeunesse le citoyen d'une France vaincue – puis le témoin d'une victoire mal assurée. Son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi* (1924), est une réflexion sur l'effondrement d'une Allemagne victime de la médiocrité de sa direction politique et des querelles qui la minaient. Dans *La France et son armée* (1938), il analyse les causes de nos propres défaites et de nos sursauts dont il tirera la leçon en 1946 à Bayeux : « *Toute notre histoire, c'est l'alternance de immenses douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeurs d'une nation groupée sous l'égide d'un État fort.* » De Gaulle n'est pas seulement l'anti-Napoléon, si bien présenté par Patrice Gueniffey (1), il est aussi l'anti-Lawrence d'Arabie. Un jeune Français libre, François Coulet, décrit Lawrence d'Arabie comme le plus grand des dilettantes modernes qui a vu d'un seul coup d'œil la déliquescence de la vieille Turquie, qui a pu agir avec « *la bénédiction d'un Allenby content de n'y rien comprendre* », allant « *jusqu'au bout de son plaisir* », mais « *Son plaisir épuisé, il est parti sans regarder en arrière* ».

De Gaulle ne dessine pas des royaumes sur le sable. Il prend en charge le présent et l'avenir d'un royaume millénaire. Les revers et les échecs le conduisent parfois

au seuil du renoncement, mais il lui est impossible de lâcher prise. L'effort que le Général demande à ses compagnons et aux Français, il se l'impose pour conjurer ses doutes, surmonter ses moments de faiblesse, aller contre ses nostalgies et ses préférences personnelles – et c'est tout particulièrement le cas lorsqu'il doit assumer la décolonisation et régler, avec la dureté que l'on sait, la question algérienne. Les équipées romantiques du colonel Lawrence sont étrangères au lent cheminement de l'homme qui reprend sans cesse le collier, soucieux d'« *atteler* » – c'est son mot – toutes sortes de serviteurs à la tâche commune. Il ne parviendra pas à atteler Jacques Maritain pendant la guerre, ni Georges Bernanos à la Libération. Paul Reynaud fera défection en juin 1940. Mais le Général solitaire est entouré par la nouvelle élite des Compagnons qui rallient la France libre et la Résistance intérieure – puis admirablement servi à la Libération et après son retour aux affaires en 1958.

Le service de l'État. – La solitude de l'homme d'État est difficile à supporter parce que l'angoisse guette et menace de submerger, mais elle permet aussi de poursuivre de silencieux dialogues avec les hommes et les œuvres. Avec Péguy bien sûr. Avec Maurras aussi, auquel de Gaulle démontre qu'il est possible de donner un État à la démocratie et une politique étrangère à la République – j'ajoute que cette juste démonstration s'opère par l'institution en 1962 d'une monarchie élective, fondée sur le consentement populaire qui vient conforter la légitimité historique du Général...

Arnaud Teyssier relève qu'à La Boissière, face au bureau, à gauche, « *se détache sur les rayons de la bibliothèque une volumineuse édition, datant de 1961, des Mémoires du cardinal de Richelieu – l'histoire du règne de Louis XIII composée sur instruction de son principal ministre* ». Comme Richelieu travaillant sans relâche à son œuvre théologique, le Général affirme que l'action implique une réflexion permanente et des principes assurés. Tous deux conçoivent leurs missives et les œuvres qu'ils composent au fil du temps comme un enseignement destiné dans l'immédiat aux administrateurs et, plus tard, aux citoyens. Il va presque sans dire que le Cardinal et le Général vivent le service de l'État comme un sacerdoce. À ceux qui considèrent la politique comme une compétition excitante sur un terrain stable, de Gaulle ne peut manquer de souscrire à la maxime de Richelieu : « *Ceux qui vivent au jour le jour vivent heureusement, mais on vit malheureux sous leur conduite.* » ■

► Arnaud Teyssier, *Charles de Gaulle, L'angoisse et la grandeur*, Perrin, septembre 2024. La présentation du livre d'Arnaud Teyssier sera poursuivie sur mon blog.

(1). Patrice Gueniffey, *Napoléon et de Gaulle, Deux héros français*, Perrin, 2027.



Le philosophe et sociologue allemand Hartmut Rosa. Refonder la sociologie au service d'une relation au monde réussie.

Renouveau spirituel

Bis repetita pour l'Église

par André Pierre.

Dans une conférence, l'Allemand Hartmut Rosa, auteur d'*Accélération* (2010), *Aliénation et accélération* (2012), *Résonance* (2018) et *Rendre le monde indisponible* (2020), entrevoit un renouveau de l'Église.

Lorsque ses étudiants lui disent qu'« il existe plusieurs sortes de superstitions, et [que] la religion est l'une d'entre elles », Hartmut Rosa, sociologue et philosophe allemand, ne s'offusque pas. En écho à Philippe Muray, il admet volontiers, par exemple, que « l'Église [n'est] qu'un reliquat d'une autre forme de société et d'une autre forme de relation au monde ». Il comprend même qu'on interroge « sa place dans notre époque de religiosité bricolée, où chacun construit sa propre vision du monde et où le pluralisme religieux s'est imposé, avec des voix nombreuses et diverses qui proposent des interprétations très différentes ». Cela envisagé, il pense néanmoins que l'Église a toujours et plus que jamais « un sacré rôle à jouer, un rôle réellement important pour [notre] société. Tout simplement parce qu'elle a quelque chose à lui proposer. Et ce d'autant plus que cette société est à bout de souffle et empêtrée dans une immobilité fulgurante qui lui coûte cher ». Ainsi, « comme cette société cherche désespérément des formes alternatives de relation au monde, d'être au monde », dit Rosa, l'Église a de l'avenir. Et cela malgré la crise qui la secoue et son déclin – en Europe du moins.

Pour l'homme ayant des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et un cerveau pour traiter les informations glanées par ces deux sens, lire ces propos d'Hartmut Rosa dans le texte d'une conférence don-

née à l'occasion d'une rencontre diocésaine (*Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*, La Découverte, 2023) est, a minima, surprenant. L'Église paraît si mal en point depuis quelques années qu'on miserait peu sur son retour triomphant au sein de nos sociétés dans les prochaines décennies. On parierait plutôt sur la durée exacte de son agonie...

Pourquoi Hartmut Rosa pense-t-il à *contrario* que la messe est loin d'être dite pour l'Église ? Il faut, pour le comprendre, lire le texte de la conférence mentionnée plus haut. Une formalité car celui-ci, préfacé par le philosophe canadien Charles Taylor, est non seulement court mais agréable à lire. Pour celui qui ne connaît pas encore l'œuvre foisonnante de Rosa, ce texte est une porte d'entrée idéale sur sa pensée à la fois originale et stimulante. Comme tout philosophe qui se respecte, Rosa a forgé des concepts pour penser et interpréter le monde, en particulier ceux d'« accélération », de « stabilisation dynamique », d'« immobilité fulgurante » ou encore de « résonance ». Lors de cette conférence, Rosa y recourt et, pour éclairer son auditoire, les définit en des termes simples.

Une critique du monde moderne. – Pour Rosa, notre société va mal. Elle va mal parce que, depuis l'apparition et l'expansion du capitalisme, ce système fondé sur la propriété privée des moyens de production

et la liberté de concurrence qui est désormais le nôtre, nous nous sommes retrouvés à faire reposer sa viabilité et sa stabilité sur la croissance économique et, pour l'alimenter, à aller toujours plus vite. À aller toujours plus vite en matière d'extraction de minerais et d'hydrocarbures, de production de biens et services, de consommation de bidules et machins que la publicité, « la vraie voix du capitalisme » selon le photographe Oliviero Toscani, nous incite à vouloir malgré nous. Contre toute raison.

Pour Rosa, c'est évident : « lorsqu'une société est obligée de croître et d'accélérer, de se propulser en permanence, mais qu'elle a perdu le sens du mouvement, elle est dans une situation de crise. » Un problème spécifique de la nôtre, c'est qu'elle doit « dépenser toujours plus d'énergie pour maintenir l'état des choses existant », et « continuer de croître dans toutes les branches d'activité pour préserver l'emploi, alors que, dans les faits, cela fait bien longtemps que cela n'a plus de sens ». Un autre problème est que, non seulement cela « engendre systématiquement un rapport d'agression envers l'environnement » et les travailleurs, mais encore que l'agressivité se répand comme un poison dans tout le corps social. La quête de la croissance économique à tout prix limite en effet le débat politique. Les représentants élus et les politiciens rabâchent tous, plus ou moins bien, les mantras de l'orthodoxie du libéralisme économique. Sans jamais les interroger. Sans jamais envisager de modèle alternatif. Sans jamais penser tout court. Toute personne ayant l'audace d'émettre un doute, voire une critique, est vite stigmatisée : « ce qui est inquiétant pour les démocraties, c'est que la culture politique change. Celui qui pense différemment de moi sur le plan politique n'est plus simplement considéré

comme un interlocuteur avec lequel il faut composer, mais comme un ennemi répugnant qu'il faut faire taire.»

Le débat démocratique confisqué par l'injonction permanente à la croissance sans fin, il ne nous reste plus qu'à nous activer jusqu'à l'épuisement du matin au soir, comme des hamsters dans la roue d'une cage certes dorée, mais par le strass et les paillettes. Et donc à nourrir une société du *burn out*, cet état dans lequel l'homme « n'est plus apte à la résonance, où plus rien ne peut [l'] atteindre » et où lui-même n'est plus en mesure d'atteindre « rien ni personne ».

L'espérance demeure. – Ce sombre tableau dressé, Rosa ne s'y arrête pas. Tout n'est pas fichu. Nous restons capables d'entrer « en résonance », c'est-à-dire de nous mettre, la plupart du temps à notre corps défendant, en relation avec quelque chose que nous ne maîtrisons pas parce que nous ne pouvons le posséder, et de changer. Par exemple quand, sur les bancs d'une église, alors que se déploie la beauté du rituel catholique, en latin ou non, et que se mettent à chanter les enfants de chœur, notre esprit s'élève vers des pensées à des années-lumière du charabia anglicisant propre au néomanagement. Cette propension de ses messes à nous toucher, c'est pour cela que l'Église a encore « un sacré rôle à jouer » : par nature, sa conception de l'espace et du temps est intrinsèquement liée à l'idée de « résonance » tandis que ses traditions sont autant d'opportunités de la faire advenir. Et si, à l'heure actuelle, d'aucuns se tournent vers des pratiques *New Age*, pour justement connaître la résonance, les grandes religions monothéistes, et parmi elles la catholique, pourraient très bientôt se mettre à leur faire de nouveau concurrence.

« Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas. » Renaissance de l'Église ou pas, à lire Rosa, il n'est pas improbable que cette prophétie prêtée à Malraux, devenue lieu commun du discours intellectuel, se vérifie. ■

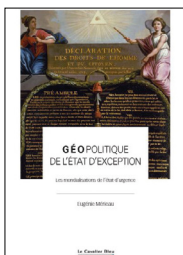
► Hartmut Rosa, *Pourquoi la démocratie a besoin de religion*, La Découverte, septembre 2023.

Géopolitique

L'exception est la règle

Géopolitique de l'état d'exception. Les mondialisations de l'état d'urgence, par Eugénie Mérieau, Le Cavalier Bleu éditions, septembre 2024.

Le droit international public comme le droit constitutionnel n'ont progressé que grâce à des réserves, des exceptions, des dispenses. La France en premier n'a souvent ratifié des conventions internationales qu'en stipulant des réserves. Elle se reconnaît le droit de transgresser certains



articles dans des circonstances « exceptionnelles » qu'elle serait souveraine à apprécier. Si l'on pousse le raisonnement jusqu'au bout, on se féliciterait de ces clauses suspensives, grâce auxquelles des États réticents acceptent de se plier à la règle commune. Les apparences sont sauves. C'est ainsi, croit-on, que des pays très éloignés des principes européens des Lumières ont pu adhérer par exemple à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, à commencer par les pays africains, arabes, asiatiques, qui seront bientôt décolonisés. Le terme important est celui d'*universel* : est-il possible d'atteindre l'universalité par le droit ?

Eugénie Mérieau poursuit ici la réflexion entamée dans son précédent ouvrage sur la dictature et la démocratie, moins opposées qu'on ne le croit. Cette fois, elle montre que la dualité entre l'exception et la norme n'est pas aussi absolue qu'on l'imagine. En remontant aux sources du droit international, que ce soit avec Francisco de Vitoria l'occupation espagnole en Amérique, ou avec Hugo Grotius les traités de Westphalie, elle analyse le concept central de « nations civilisées » qui sert de référence dans les textes jusqu'en 1977 avant de céder la place au vocable de « communauté internationale », de nations développées, de nations « bien ordonnées » (la bonne gouvernance selon John Rawls) d'où sort tout droit la catégorie nouvelle de « démocraties » que Madeleine Albright avait convoquée dès 2000, en plein triomphe néoconservateur, de la « guerre juste » et du « régime change ». En reprenant ainsi la généalogie « libérale » de cette fausse dichotomie, vraiment discriminante, à travers Locke, Montesquieu, John Stuart Mill, Tocqueville, pour en arriver à Friedrich Hayek, Milton Friedman, Michael Walzer et John Rawls, le livre en expose la foncière hypocrisie et la volonté d'instrumentalisation à la base de la mondialisation néolibérale.

L'autrice imagine comment les États-Unis pourraient être pris à leur propre piège, car à ce jeu la Chine pourrait être infiniment plus efficace. On sait combien Beijing (Pékin) s'est investi dans la définition de normes à la faveur de son entrisme dans la plupart des grandes organisations internationales filiales de l'ONU. Cela a commencé par l'urgence sanitaire à l'OMS à la faveur de la Covid. Cela pourrait se poursuivre avec l'urgence climatique. Dans les deux cas, il suffit de produire de nouvelles normes et ce sont les libertés qui deviennent l'exception.

Le sujet est immense et le livre parfois trop foisonnant dans les limites imposées par l'éditeur. Les traits accusés, le raisonnement implacable, la méthode univoque susciteront des objections, appelleront des nuances, demanderont des compléments, mais une remise en ordre pédagogique était

nécessaire, qui n'est d'ailleurs pas isolée en matière d'histoire du droit comme la bibliographie l'atteste. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Dans les revues

La fin de l'histoire ?

Revue Défense nationale, « Hors-série Océanie », été 2024.



La *Revue Défense nationale*, qui fait référence depuis plusieurs décennies, vient de consacrer un copieux numéro hors-série d'été à l'Océanie. *Royaliste* a souvent évoqué l'Indo-Pacifique, concept plus géostratégique que celui d'Océanie. L'Océanie, ensemble de peuples unis par la mer, qui leur a donné une culture largement commune, constitue par elle-même une réalité culturelle et politique, même si l'on peut difficilement comparer les micro-États archipélagiques à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande.

Le format de la revue lui a permis d'explorer des aspects très divers des réalités humaines, diplomatiques et stratégiques d'un ensemble auquel notre pays participe directement grâce à des territoires qui ont largement le caractère d'États associés. Cet ensemble est tiraillé entre les ambitions de puissances cherchant à l'instrumentaliser, et le désir de refuser cette instrumentalisation, par la Chine comme par les États-Unis. Les stratégies d'influence des uns et des autres, les populations liées aux puissances extérieures, ont un rendement politique assez faible.

La publication revient sur les débats géostratégiques anciens, sur les stratégies de la Guerre du Pacifique (si riches d'erreurs, disons-le, dans les deux camps), et évoque l'idée, plus que discutable, d'une mutualisation européenne de notre influence dans la région. En filigrane, l'idée que les trois composantes de l'Océanie, Micronésie, Mélanésie et Polynésie, méritent de voir respecter leur droit à la tranquillité (osons-nous l'affirmer, au bonheur, qui leur fut longtemps envié par les Européens ?). Si l'Australie et la Nouvelle-Zélande se voient en fêaux de l'Amérique, la France peut, dans ce contexte, défendre aux côtés des peuples de la mer et des îles leur originalité culturelle. La situation de nos territoires, le rôle de la France dans la région font évidemment l'objet d'analyses intéressantes.

Autre idée qui transparait : c'est sur mer que les archipels peuvent être défendus. On se souvient que, face à la ruée japonaise de 1942, les garnisons américaines n'eurent guère pour rôle que d'emplir les camps de concentration japonais. De même, le choix fait par l'armée américaine de reconquérir

une par une des îles isolées et privées d'approvisionnement, dans une logique d'occupation du terrain, fut inutilement coûteux. C'est la puissance aéromaritime, appuyée par la seule campagne sous-marine victorieuse qu'ait connue l'histoire, qui décida.

Concluons par nous-mêmes : ceux qui ont connu les immensités et les houles majestueuses du Pacifique ne pourront voir la France qu'à la dimension de cette respiration planétaire et non comme une province d'une Europe étriquée et corsetée. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

Les Lettres

Romain Gary, *dibbouk* du peuple français ?

Il n'y a pas de Ajar. Monologue contre l'identité, par Delphine Horvilleur, Le Livre de poche, août 2024.

Avec quelques autres, Romain Gary est un écrivain qui n'en finit pas de parler à ceux qui le découvrent, le lisent et le relisent. La sortie en poche d'un essai de Delphine Horvilleur est l'occasion de faire le point sur ce phénomène.

Les romans se trouvent en évidence dans les librairies, de même que des ouvrages le concernant, par exemple celui de Paul Pavlowitch, son neveu, qui avait incarné son alias secret, Émile Ajar (*Tous immortels*, Buchet-Chastel, 2023). Sur France Inter, cet été, l'écrivaine Maria Pourchet l'a fait revivre en quarante émissions, comme naguère Sylvain Tesson avait ressuscité le poète Arthur Rimbaud le temps d'une saison infernale (2020).

Mais, s'il est beaucoup question de Romain Gary ces derniers temps, force est de constater qu'il n'y a pas vraiment de raison particulière à cela. Ce n'est ni l'anniversaire de sa naissance, en 1914 à Vilnius, ni celui de sa mort, en 1980 à Paris. Par ailleurs, aucune caisse contenant des manuscrits inédits n'a été retrouvée récemment. Enfin, Emmanuel Macron n'a pas (encore) eu l'idée de le faire entrer au Panthéon.

Pourquoi, dès lors, Gary fait-il autant couler d'encre et autant causer ? Pourquoi se met-on, également, à adapter *La Promesse de l'aube* (1960), comme l'a fait en 2022 Franck Desmedt pour le théâtre de l'Œuvre ? Si Romain Gary occupe les esprits, c'est peut-être tout simplement parce que ce qu'il dit parle à ceux qui le lisent ou l'écoutent. C'est ce qu'on comprend en lisant la bande dessinée autobiographique de Joann Sfar (*La Synagogue*, Dargaud, 2022). C'est ce que suggère Delphine Horvilleur, femme rabbin appartenant à



SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : SAM SHAW

l'organisation juive libérale Judaïsme en mouvement et directrice de rédaction de la revue *Tenou'a*.

Sous le feu des projecteurs ces derniers temps en raison de son essai *Comment ça va pas ? Conversations après le 7 octobre* (Grasset, 2024), Delphine Horvilleur a publié fin 2022 une réflexion originale à propos de l'une des plus grandes « *supercherie littéraire [...] du XX^e siècle* ». Celle qui a permis à Romain Gary, sous le pseudonyme d'Émile Ajar, de devenir le seul écrivain à avoir obtenu à deux reprises le prix Goncourt.

Intitulée *Il n'y a pas de Ajar. Monologue contre l'identité*, et sortie en édition de poche fin août, cette méditation connaît une seconde vie en librairie et devient même un phénomène culturel. Avec le concours de Johanna Nizard, Delphine Horvilleur a en effet adapté son texte initial pour en faire une œuvre théâtrale, plus exactement un seul-scène dont chaque représentation, ou presque, se fait à guichets fermés.

Que raconte Delphine Horvilleur à propos de Gary/Ajar pour susciter à ce point l'attention de lecteurs et, maintenant, de spectateurs ? Avant tout autre chose, il faut signaler qu'elle raconte très bien, plus exactement que son écriture est un plaisir pour les yeux : malicieuse, pétillante, limpide. Il le faut parce que cela explique certainement son succès.

Cela considéré, si le lecteur est immédiatement happé par Horvilleur, c'est aussi, tout simplement, qu'elle sait rendre attachant celui qui devient sous sa plume son *dibbouk* : « *un revenant qui [dans la tradition juive] vous colle à la peau ou à l'esprit, un être dont l'âme s'est attachée à la vôtre pour une raison mystérieuse, et qui ne vous lâche plus.* »

Mais si son Gary/Ajar captive tant, c'est surtout qu'elle en parle avec justesse. Qu'elle sait rendre évident ce que l'écrivain a en un sens établi avec sa vie de caméléon comme son œuvre protéiforme, à savoir qu'« *il existe, pour chaque être un au-delà de soi ; une possibilité de refuser cette chose à laquelle on donne aujourd'hui un nom dégoûtant : l'identité* ». A l'heure où tout un tas de maniaques semblent possédés par l'étrange lubie de ranger arbitrairement tout un chacun dans une case dont il ne devrait plus sortir pour demeurer égal à lui-même, que ce soit pour rester pur ou se poser en victime, Gary nous dit, à sa manière, géniale, qu'il ne faut pas écouter ceux qui, « *autour de nous [...] hurlent [et] affirment que pour être authentiques, il faut être entièrement définis par notre naissance, notre sexe, notre couleur de peau ou notre religion* ». Qu'il faut non seulement les fuir comme la peste, mais encore qu'il n'y a peut-être rien de plus urgent à faire.

Et peut-être est-ce finalement ce message que de nombreuses personnes ont envie de recevoir quand ils laissent Gary entrer dans leur vie. ■

ANDRÉ PIERRE.



DR



Par Gérard Leclerc

Quand Aziliz répond à Beauvoir

L'essai d'Aziliz Le Corre sur l'enfant comme « avenir de l'humanité » nous touche par son caractère personnel. C'est bien un maman qui s'adresse à nous pour témoigner de son expérience. Mettre au monde des enfants demeure ce qu'il y a de plus beau, de plus précieux, de plus humanisant. Et la façon dont elle s'exprime ne peut que nous émouvoir, en raison de sa franchise, de son authenticité. Mais un tel témoignage se trouve surdimensionné par son caractère éminemment politique et même civilisationnel. Car nous sommes face à un défi considérable : « L'humanité n'a plus le cœur à la fête. Affectée par la morosité des temps, elle ne croit plus à des lendemains qui chantent. À défaut de dévorer leurs enfants, les hommes et les femmes d'aujourd'hui n'engendrent plus. Par crainte d'un monde inhabitable, de jeunes adultes se font stériliser définitivement. Les féministes intiment aux femmes le devoir de se consacrer à leur carrière plutôt qu'à leur famille. Et elles écoutent, par crainte d'être soumises ou pire – par crainte de le paraître – à leurs enfants, et de regretter leur maternité. Le délitement du commun entraîne une crainte en l'avenir. Les adultes, par égoïsme et par rejet de la transmission, refusent d'être des maîtres pour leur progéniture. »

Si un tel phénomène était marginal, en ne touchant qu'une frange militante, il n'y aurait pas lieu de s'alarmer. Mais les chiffres parlent d'eux-mêmes. C'est l'Europe entière qui est engagée dans un processus de décélération démographique, qui aboutit à un vieillissement alarmant du continent. Et la France, qui jusqu'à ces dernières années avait résisté à cette tendance, a rejoint le mouvement. François Hollande n'a pas arrangé les choses, en rompant brutalement avec la législation familiale qui avait favorisé la natalité depuis la Libération.

Emmanuel Macron a semblé vouloir renouer avec la dynamique de la fertilité, mais il a été immédiatement contré par la mouvance néoféministe, s'indignant de voir pris « ses utérus en otage ». Comme s'il n'y avait pas de dimension civique dans l'engendrement des générations futures. Mais ce type de progressisme ne cultive que l'individualisme : « De ce point de vue, la société est réduite à un agglomérat de monades ayant pour seul dessein de maximaliser leur liberté. Prendre l'humanité en otage ? Quel fardeau ! » Mais cette humanité passe aussi par cette forme de patriotisme qu'Aziliz Le Corre définit comme oikophilie : « L'oikophilie est un sentiment pré-politique, qui permet de se sentir habiter le pays dans lequel on naît et on vit. La loyauté envers le foyer, les lois, l'installation et l'enracinement favorisent cet attachement à la patrie. Ce sentiment crée in fine notre rapport intime à la nation que nous construisons. » Ce n'est pas pour rien qu'Israël, menacé dans son existence depuis ses origines, se distingue par son taux de naissances très supérieur au nôtre.

Cependant, cet aspect politique n'efface pas le caractère fondamentalement personnel, intime de la naissance. C'est bien à l'homme et singulièrement à la femme qu'incombe la responsabilité de lancer les enfants dans l'existence. On ne peut se passer non seulement de leur acquiescement mais de ce que Gabriel Marcel appelait « vœu de paternité ou de maternité ». L'essentiel de l'essai d'Aziliz Le Corre se consacre à cette cause, tout d'abord en vertu de sa situation de mère, dont elle est en mesure d'analyser phénoménologiquement la nature : « Dire oui à la vie, c'est d'abord accepter d'être son réceptacle. C'est consentir à faire grandir en soi un autre que soi : se laisser envahir et déborder de l'intérieur, en prenant conscience de ce corps que l'on habitait auparavant sans vraiment l'incarner. Puis s'abandonner, acceptant que l'en-

fant ne soit ni un programme ni un projet. L'enfant n'est pas un programme, parce qu'on lui fait la place qu'il réclame. D'abord dans notre chair, en acceptant la dilatation de notre corps, qui se transforme pour devenir le berceau corporel et psychique de ce petit être. »

Le problème d'un certain féminisme, celui qui ne cesse de ressasser « Mon corps m'appartient » s'inscrit dans le refus de cette imposition incontestablement biologique. Nulle plus que Simone de Beauvoir, dans ce livre manifeste, constamment loué et revendiqué par la militance féministe, ne s'est insurgée contre cette intrusion intracorporelle : « D'abord violée, la femelle est ensuite aliénée..., habitée par un autre qui se nourrit de sa substance. La femme pendant le temps de sa gestation est à la fois soi-même et autre que soi-même [...] ; la femelle est vouée au profit de l'espèce qui réclame cette abdication. » Tel est le scandale de la condition féminine, parce que la femme subit passivement son destin biologique. Et l'auteur du *Deuxième sexe* n'a pas de mots assez repoussants pour décrire cette féminité biologique sous ses aspects les plus négatifs.

Que Simone de Beauvoir n'ait jamais accepté de concevoir un enfant est dans la logique de son refus de sa condition biologique et de la crainte d'un assujettissement. Son exemple, en dépit de ses talents considérables, était tout de même fâcheux dans sa prétention à éclairer, voire à conduire le militantisme féministe. Ne consistait-il pas en la négation même de la féminité aussi bien dans l'ordre corporel que dans l'ordre symbolique ?

Au réquisitoire beauvoirien répond le récit d'une mère qui a soigneusement gardé en mémoire toutes les étapes de l'engendrement. Elle raconte comment elle vécut la naissance de son fils aîné : « À sa naissance, ses yeux ont pénétré les miens, j'ai vu son visage et l'ai reconnu : je fus comme foudroyée par la venue au monde de cet être dont la charge m'incombait mais dont je sentais déjà qu'il était un autre qui m'échappait. » Ignorer cet émerveillement, c'est tout de même passer à côté d'un aspect essentiel de l'existence ! Être mère (ou père aussi, d'ailleurs), c'est le risque de la surprise : « C'est en cela que réside tout l'intime de la parentalité. Qui est cet autre que je vais plonger dans le monde en le faisant naître ? Ce n'est pas le consommateur à qui l'on dit : "Venez comme vous êtes" à l'entrée du fast-food, mais un être dont j'ignore tout et que j'accepte tel qu'il sera. Je consens à me laisser surprendre par cet inconnu comme pour lui permettre de réaliser pleinement qui il est. »

Mais, en avant de la naissance, il y a ce préalable de l'amour humain, de l'union de l'homme et de la femme, sans lequel il n'y aurait pas d'ouverture à la vie. Aziliz Le Corre y consacre la dernière partie de son livre en des termes suggestifs : « Sans l'union de l'homme et de la femme, le renouvellement de l'humanité ne peut être assuré. Une humanité où les enfants ne sont plus à naître, donc propres à la sauver, mérite d'être détruite. » N'est-ce pas le sort que nous réserve le fonds idéologique qui sévit aujourd'hui sous tous ses aspects ? Que veulent les néo-féministes en prônant la haine du mâle, sinon la scission définitive d'une humanité où, dit Alfred de Vigny, « les deux sexes meurent chacun de son côté ». Le mouvement *no kids* (pas d'enfant) qui se développe dans notre climat désenchanté n'est que la conséquence obligée d'un désamour qui nous détruit. ■

► Aziliz Le Corre, *L'enfant est l'avenir de l'homme. La réponse d'une mère au mouvement no kids*, Albin Michel, 2024.



WIKIPEDIA, PHOTO : GUILLAUME 70

Politique culturelle

L'exception culturelle française

par Omar Gousmi.

La façon dont l'État et les instances professionnelles soutiennent le cinéma français pose aujourd'hui question. Le public se détourne des salles et la qualité n'est pas vraiment privilégiée.

Le monde de la culture risque de faire sérieusement les frais de l'austérité budgétaire qui s'annonce. En 2024, les coupes décidées par le gouvernement Attal malgré les succès des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques, réduiront de plus de 200 millions d'euros les crédits du ministère, alors qu'une augmentation de 6 % avait été prévue dans la loi de finances de cette année. Et il est très vraisemblable que la cure d'amaigrissement se poursuivra dans les années à venir. Ces baisses touchent principalement le patrimoine et la création et impactent forcément, à ce dernier titre, le budget consacré au cinéma.

Jusqu'à présent, le cinéma français était financé à hauteur d'un tiers par des fonds publics, pour un montant d'aides avoisinant les 2 milliards d'euros. Selon un rapport réalisé par le Sénat en 2023, le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée), l'IFCIC (Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles) et Bpifrance (banque publique d'investissement française) contribuent à environ 80 % à ce total. Même si les collectivités

et France Télévisions participent à certains projets, le soutien public à notre 7^e art provient donc massivement de l'État.

Le CNC intervient dans trois domaines : le culturel en mettant théoriquement l'action sur la diversité et l'originalité des créations, l'économique avec le soutien sur les services télévisuels payée par les éditeurs), la TST-D (taxe sur les services de télévision due par les distributeurs de ces services), la TSV (taxe sur la diffusion en vidéo physique et en ligne) et la TSA (taxe sur les entrées en salle).

C'est sur la TSA que se focalise le plus d'interrogations, voire de scepticisme. Cette taxe, dont la forme actuelle remonte à 2006, vise à mettre en pratique l'idée d'« exception culturelle française » en faisant contribuer les recettes des films étrangers (majoritairement américains) au financement du cinéma national. Avec

néanmoins un premier effet pervers souligné par le rapport du Sénat : le niveau élevé des places de cinéma. De multiples enquêtes de consommateurs montrent en effet que ce prix se situe aujourd'hui autour de 11 à 12 euros, avec des pointes à 15 euros. De quoi dissuader une grande partie du public, notamment jeune. Alors que depuis dix ans la fréquentation des salles est en baisse sensible (210 millions d'entrées en 2014, 180 millions en 2023), les instances du cinéma incriminent principalement les effets du Covid et la concurrence des plateformes de *streaming*, alors que le prix des places joue certainement un rôle important dans cette désaffection.

Autre question dérangeante : à qui profite le soutien public au cinéma ? En 2024, 20 films ont dépassé le million d'entrées. Parmi eux, on trouve l'excellent *Comte de Monte-Cristo*, mais aussi quatre comédies françaises, certes sympathiques – l'ovni *Un p'tit truc en plus*, *Cocorico*, *Maison de retraite 2* et *Chien et chats* –, mais difficilement exportables, contrairement à l'adaptation de l'œuvre de Dumas. Sur les 30 films les plus vus en 2023, huit étaient français, parmi lesquels les deux *Trois Mousquetaires*, la palme d'or, *Anatomie d'une chute*, et le dernier opus des aventures d'*Astérix*, en concurrence avec des films américains comme *Dune 2*, *Oppenheimer*, *Mario Bros* ou *Avatar*. On le voit : ce ne sont pas les créations originales qui font les plus grosses recettes mais les suites, les biopics ou les films tirés d'œuvres littéraires existantes. Au final, l'argent public, et singulièrement

la taxe sur les recettes, sert principalement à financer des films grand public français, dont le succès est assuré grâce aux recettes des films grand public étrangers.

Les critiques faites au dispositif de soutien au cinéma français portent d'ailleurs essentiellement sur ces deux effets pervers. Les Français vont moins au cinéma en raison du prix des places, qui devient réellement problématique, certes de la concurrence des plateformes de *streaming* et des effets du Covid (qui se dissipent), mais aussi et peut-être surtout en raison de la programmation qui leur est proposée. Les œuvres originales, le cinéma d'auteur, font rarement l'objet d'une vraie promotion en France, en dehors du bouche-à-oreille. Le contre-exemple récent, *Anatomie d'une chute*, s'explique par la palme d'or, les César, l'oscar. Un film multirécompensé attire forcément. En revanche, quid de la valorisation des autres créations qui peuvent servir le renom de notre cinéma auprès du public français et à l'étranger? On identifie chaque année quelques exceptions, mais sur plus de 80 films français diffusés en salle, le ratio n'est pas vraiment favorable. La façon dont l'exception culturelle française est défendue dans le cinéma est-elle toujours pertinente? Et ne faut-il pas l'orienter selon d'autres critères? Elle permet certainement à l'industrie française de faire des films et de continuer à vivre, mais l'art et le public y trouvent-ils leur compte? Pas sûr! ■

Théâtre

Le grand XIX^e siècle

Christophe Delessart partage avec le public les plus belles pages de la littérature de son XIX^e siècle.

Sur la scène, un cadre de bois auquel est attachée une toile. Une caisse en bois. Une lampe tempête. Une cloche comporte huit coups. Le dix-neuvième siècle finissant entre en scène. Je suis un vieillard. Respectable, certes, mais un vieillard. Dans quatre heures j'aurai cent ans. Nous sommes le 31 décembre 1900, le siècle vit ses dernières heures. Il voit les lumières qui s'allument. Il se repasse en mémoire les belles pages qu'il a vu s'écrire. Il vient les partager, avant de s'éteindre. Les thèmes? L'amour, la mort, la nature, les révoltes, les combattantes. Pas dans cet ordre. Baudelaire ouvre le bal avec deux strophes du *Voyage*, Rostand le fermera avec la scène du balcon de *Cyrano*.

Quand j'avais 13-14 ans, j'avais acheté l'*Anthologie de la poésie française*, de Georges Pompidou. Un épais livre de poche. Par curiosité. Sans prendre l'intérêt. À l'époque, la poésie, c'était un



truc d'école, au mieux on lisait, au pire on apprenait à réciter. Et puis c'était bizarre. Pompidou venait de mourir; président de la République, anciennement Premier ministre, il avait le temps de compiler des textes pour en faire un recueil? Des textes qui n'étaient même pas les siens? Non, vraiment, c'était bizarre. J'ai longtemps gardé le livre, je le feuilletais de temps en temps. Je pouvais comprendre pourquoi Sylvain Floirat l'avait édité, mais pas plus. Un jour de 2005, le livre a disparu. Je n'avais pas perçu l'invitation, l'invitation à aller voir par soi-même, l'invitation à faire sien. Le fil conducteur d'une anthologie, c'est celui qui l'a faite.

19.5, c'est l'*Anthologie du XIX^e siècle* de Christophe Delessart. Les textes qu'il a aimés, choisis, qu'il a envie de partager avec un public qui forcément partage ses goûts, il n'y a pas de hasard. Si ce dernier est scolaire, il est là par obligation, et là, c'est le talent de l'acteur qui va jouer, qui va capter l'attention, qui va laisser les encéphales créer les images.

Le XIX^e de Christophe Delessart est un siècle gouailleur et enjoué. Quand il sert les textes de Baudelaire, Vigny, Flaubert, Sand, Hugo, Michel, Rimbaud, Zola, Derooin, Musset, Thoreau, Nizet, Rostand, c'est le respect et l'humilité qui prennent le relais.

Avec 19.5, Johanna Boyer-Dilolo signe sa première mise en scène, ainsi que la lumière. Un beau travail, sans compromis, qui met chaque texte en situation et focalise l'attention du spectateur.

Amateur du XIX^e siècle, vous sortirez avec une conviction renforcée. Ou vous aurez réalisé à quel point il était vivant et actuel. ■

GUILLAUME D'AZÉMAR DE FABRÈGUES.

► 19,5, le dix-neuvième en cinq actes, de et par Christophe Delessart. Mise en scène de Johanna Boyer-Dilolo. À l'Essaïon Théâtre, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. Jusqu'au 7 janvier 2025.

Cinéma

Un conte baroque

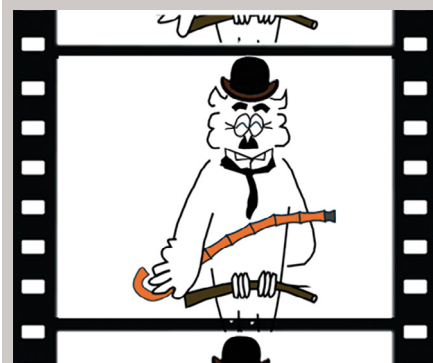
L'un des plus grands réalisateurs de l'histoire du cinéma (*Le Parrain*, *Apocalypse Now*, *Dracula*...) propose un film testament après plus de dix ans d'absence. Sa production connaît un succès pour le moins mitigé aux États-Unis (5 millions de dollars d'entrées pour un coût de 125 millions), car l'ambition et l'audace du film ne correspondent pas vraiment au goût du grand public américain. Il plaira certainement davantage aux spectateurs européens, ne serait-ce que par ses clins d'œil à la Grèce, à l'histoire romaine ou à Hamlet.

Dans un New York futuriste et décadent, dénommé New Rome, Julia, la fille du maire ultra-conservateur Franklin Cicero, nourrit les tabloïds de ses frasques avec César Catilina, l'architecte qui veut changer le monde et qui devient son amant. C'est l'acharnement de César à vouloir transformer sa ville en un monde meilleur qui est le vrai sujet du film et qui renvoie à autant de questions sur la ville, l'amour, le clonage, la bureaucratie, la politique, la famille, le futur. L'ambition est grande, sûrement trop, mais ça vaut vraiment la peine d'être vu.

Du côté des acteurs, le manque de charisme d'Adam Driver (*Star Wars*, *Gucci*, *Ferrari*...) est toujours frappant (Driver n'est ni Pacino ni Brando, et ça se voit beaucoup), mais il est très largement compensé par l'éclosion de Nathalie Emmanuel et la prestation « oscarisable » de Shia LaBeouf. Les apparitions des légendaires Jon Voight, Laurence Fishburne, Dustin Hoffman, Giancarlo Esposito et Talia Shire ajoutent beaucoup de force à la distribution. Moins américain que le très ennuyeux *Joker 2*, *Megalopolis*, malgré quelques longueurs, est l'événement cinématographique du moment. ■

O. G.

► *Megalopolis*, film de Francis Ford Coppola, avec Adam Driver, Giancarlo Esposito, Nathalie Emmanuel, Shia LaBeouf. Sortie en France le 25 septembre 2024.





D.R.

de Lattre, Morel n'est pas un sédition et, sans faire allégeance au pétainisme, il suit les consignes du général Weygand : empêcher les manœuvres italo-allemandes, préparer l'armée française pour la revanche et garder une neutralité envers et contre tous.

Ce qui va troubler cette belle combinaison est la disparition du secrétaire d'État à la Guerre, le général Huntziger (novembre 1941). L'opposition déclarée entre l'amiral Darlan et le général Weygand conduit au limogeage de ce dernier. De Lattre quitte la Tunisie et rentre en métropole pour commander la 16^e division militaire de Montpellier : Aude, Aveyron, Hérault, Lozère, Tarn et Pyrénées-Orientales.

Les prises de position d'Henri Morel pendant la guerre d'Espagne ont laissé des traces dans l'administration militaire. La majeure partie du haut commandement, favorable aux putschistes, ne lui fait plus confiance. C'est son ami Jean de Lattre qui le tire de cette mauvaise passe. Ce dernier le fait affecter à Montpellier : « *Soyez sans crainte en ce qui concerne l'avenir. Vous êtes désormais avec moi, je ne vous lâcherai plus.* » Début septembre, le nouveau commandant de l'infanterie divisionnaire, Henri Morel, arrive en Languedoc.

La résistance et la déportation. – Le 11 novembre, lorsque les Allemands franchissent la *Demarkationslinie*, de Lattre, entouré de son état-major (le colonel Morel, les commandants André Tabouis, Jean Constant, et le lieutenant René Perpère), prend le « *maquis* » pour s'adosser à la frontière espagnole et défendre Port-Vendres, ultime escale pour gagner l'Afrique du Nord et permettre un débarquement des Alliés. Ils sont tous arrêtés et mis en prison.

De Lattre jugé, condamné, les autres inculpés passent devant le tribunal militaire de Toulouse. Le 23 mars 1943, le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu. En attendant, le 1^{er} mars, Morel est mis en congé d'armistice avec une demi-solde. L'officier retrouve sa famille en Savoie.

Après la dissolution de l'armée française décidée par Hitler, l'État organise un service de reclassement des militaires de carrière dans les administrations. Morel ne va pas en bénéficier. Il essuie un refus du service historique des Affaires étrangères, etc. Au regard de son passé universitaire, il prétend à l'enseignement. Mais, là encore, le rectorat fait plus que traîner le dossier. En juin 1943, dans une longue lettre au recteur, il résume sa carrière universitaire à Normale Sup⁹, ses cours à Saint-Cyr, ses conférences dans le cadre militaire, ses très nombreux articles, ses commandements et évidemment sa carrière d'attaché militaire à Madrid. Maints problèmes semblent jouer contre lui. Il n'a pas suivi le parcours classique : c'est un normalien et non un saint-cyrien. Ses rapports pour le SR ne sont pas très appréciés. Et surtout son attitude du 11 novembre est plus que condam-

Des royalistes contre les nazis (68)

Le général Henri Morel

Deuxième partie : le résistant

par François-Marin Fleutot.

Le royaliste Henri Morel payera cher son opposition à Franco pendant la guerre d'Espagne et son refus d'obéir aux ordres de Vichy, lors de l'invasion de la zone libre en 1942. Arrêté par les Allemands en 1943, il mourra en déportation.

Le 20 mars 1938, Léon Blum, de retour au pouvoir, convoque l'attaché militaire en Espagne, le lieutenant-colonel Henri Morel (voir *Royaliste* n° 1284) pour s'entendre dire : « *Je n'ai qu'un mot à vous dire : un roi de France ferait la guerre.* » Cette prise de position paradoxale, surtout dans les années trente, n'est pourtant pas unique chez les royalistes. Georges Bernanos (1888-1948), voyant les massacres des populations par les phalanges du Caudillo, décide de dénoncer l'erreur du « *patriotisme naïf* », l'arrogance des « *imbéciles* » et les « *bien-pensants* » dans *Les Grands Cimetières sous la lune* (1938). Il faut ajouter Hubert de Lagarde qui, dans son livre *Le Procès d'Italie* (1939), condamne l'hypothétique alliance avec l'Italie du Duce (voir *Royaliste* n°s 1254 et 1255). Pourtant, la grande majorité des monarchistes et des catholiques français soutiennent les autocrates européens. D'ailleurs *L'Action française*, comme *Je suis partout*, dénonce le traître Bernanos..., oublie Lagarde et ignore Morel.

À la fin de la guerre civile (mars 1939), pendant que le nouvel ambassadeur Philippe Pétain s'installe à Madrid, Morel s'occupe de l'arrivée des Espagnols dans les camps du sud de la France. Fin avril, il obtient un congé de cinq mois et rejoint sa famille pour accompagner son dernier fils mourant.

Sous l'œil de Vichy. – À l'instant où notre pays entre en guerre, il est nommé commandant du 8^e régiment de tirailleurs tunisiens (RTT). Il part pour Bizerte. Faute de combat, son régiment est appelé en métropole. De son côté, il se retrouve sur le littoral (Nice) pour organiser la défense. Il n'y reste pas. Le 25 mai 40, il rejoint le secteur fortifié de Savoie comme commandant de l'infanterie. Le 10 juin, il fait face à l'offensive fasciste. Ce qui lui permet de confirmer ses rapports, des années trente, sur l'armée du Duce : « *Ce sont, sans contestation possible, des troupes d'une médiocrité absolue et d'une combativité nulle.* » Opposés à des troupes italiennes six à sept fois supérieures en nombre, les Français tiennent la Tarentaise. Morel reçoit la croix de guerre 39-40.

Le 11 novembre 1942, lorsque les troupes d'Hitler passent la ligne de démarcation, Henri Morel entre en résistance.

Resté dans l'armée de Vichy, nommé commandant de la subdivision de Sousse (25 août 40), il retrouve la Tunisie. D'abord sous l'autorité du général Audet puis, en septembre 1941, il a la joie d'obéir à son ami de l'ESG le général Jean de Lattre de Tassigny (voir *Royaliste* n° 1282). Comme

née. D'ailleurs, une note interne du secrétariat d'État à la Défense, de novembre 1943, confirme la mise au pilori des insurgés de novembre 1942.

En mai 1943, l'armée allemande pourchasse les Résistants. Elle décide d'arrêter préventivement certains militaires susceptibles de devenir les chefs d'une insurrection. Henri Morel, mal noté par les hommes de Vichy, est plus que suspect. Sans avoir pris contact avec un groupe ni être en relation avec l'armée clandestine, sa rébellion avec de Lattre le condamne. Le 9 mai 1943 à 8h30, deux Allemands en civil, membres de la *Geheime Staatspolizei*, viennent l'arrêter à son domicile. Il entre à la prison Montluc de Lyon. En juillet, il part pour Compiègne et, le 16, il prend le train pour Hambourg-Neuengamme, où il devient le numéro 36384. Il y décède d'une pneumonie le 13 septembre.

Sa femme va se « battre » pour qu'il soit reconnu par l'administration comme « *déporté résistant* ». Le général Jean de Lattre de Tassigny intervient à plusieurs reprises. Le 4 mars 1946, il est promu, à titre posthume, général de brigade et, le 4 octobre 1954 (huit ans après), il reçoit la médaille de la Résistance. ■

Bibliographie

► Anne-Aurore Inquimbert, *Un Officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Brèves royales

Focus sur le Grand-Duché de Luxembourg

■ **16-17 septembre. Colmar-Berg.** – Accueilli dans leur résidence privée par le grand-duc Henri de Luxembourg et la grande duchesse Marie-Thérèse, de la 20^e réunion informelle des chefs d'État des pays germanophones : le roi Philippe et son épouse la reine Mathilde (Belgique), le prince-régent Alois et son épouse la princesse Sophie, née de Bavière (Liechtenstein), le président Frank-Walter Steinmeier et son épouse (Allemagne), Viola Amherd, présidente de la Confédération suisse. Le président autrichien était absent pour cause d'élections législatives.



Le grand-duc héritier et son épouse.

La seconde journée s'est déroulée à l'Université du Luxembourg, à Belval, sur le thème de la désinformation et du rôle de l'Intelligence artificielle.

■ **21 septembre. Cologne.** – Rencontre du grand-duc Henri avec l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois à l'étranger (10 000 membres) en présence de 160 représentants de 40 cercles.

■ **26 septembre. Luxembourg.** – Réception du pape François au palais grand-ducal par le grand-duc et la grande-duchesse. La dernière visite papale remontait à 1985. Le Saint-Père a poursuivi sa visite par la Belgique jusqu'au dimanche 29 septembre à l'occasion du 600^e anniversaire de l'Université de Louvain. Tant le couple grand-ducal que le couple royal belge sont catholiques pratiquants, mais dans les deux cas, le protocole observé fut celui d'une visite d'État.

■ **8 octobre. Luxembourg.** – Prestation de serment devant la Chambre des députés du grand-duc héritier Guillaume de Nassau, 42 ans, comme lieutenant-représentant. Le grand-duc Henri avait annoncé le 23 juin dernier, à l'occasion de la fête nationale, que, comme ses prédécesseurs, il comptait abdiquer. La date n'a pas été fixée : on parle du 16 avril 2025 lorsqu'il fêtera ses 70 ans ou du 7 octobre 2025 pour ses vingt-cinq ans de

règne. En attendant, la succession s'organise, comme pour lui-même en 1998, par la délégation de pouvoirs qui sera désormais possible au profit du lieutenant tout en conservant la responsabilité au grand-duc.

Le futur grand-duc est marié à la comtesse Stéphanie de Lannoy, descendante de la noblesse belge du Saint-Empire. Ils ont deux garçons, Charles, futur grand-duc héritier, né en 2020, François né en 2023.

Rappelons que le grand-duc Henri avait été le premier à épouser une roturière, née à La Havane, de parents bientôt exilés cubains. La reine des Pays-Bas, Máxima, également non noble, est d'origine argentine.

MARIE-JO YORK.

Nouvelle Action royaliste

■ **Investissez dans *Royaliste* !** – La nouvelle formule du journal (sur 20 pages, mieux illustrée) semble séduire et certains nous demandent comment nous aider à franchir de nouvelles étapes. C'est simple, en contribuant à notre souscription, car les améliorations apportées au journal depuis 5 ans et les campagnes de prospection qui les accompagnent coûtent de l'argent avant d'en rapporter. Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation> ou par virement direct sur le compte de la NAR auprès de la banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR), en précisant « pour la souscription ».

■ **Mercredis de la NAR.** – Nos lecteurs trouveront dans ce numéro un insert présentant les prochaines conférences-débats, les prochains entretiens ainsi que la liste des Mercredis récemment enregistrés sur notre chaîne YouTube. Rejoignez les 13000 abonnés de notre chaîne, en suivant : <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

■ **CN et congrès.** – Le conseil national de la NAR se réunira le 19 octobre prochain et le congrès se tiendra les 14 et 15 décembre (merci à nos adhérents de réserver ces dates). Pour adhérer à la NAR et participer à la vie du mouvement, adresser une simple demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €)

☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédaction : Bloc C – B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR
Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip
Siret : 418 382 149 00015
Dépôt légal à publication
CPPAP n°0425 D 84



D.R.

Par François Gerlotto

Série noire pour les Verts

L'écologie va mal, et pas seulement en France. Il suffit pour s'en rendre compte de lire les titres des articles traitant d'écologie dans les derniers numéros du *Monde* : ils sont unanimes. Sur les États-Unis : « *Reculs sur le climat dans la campagne électorale américaine* » ; sur l'Allemagne : « *Crise au sommet chez les Verts* » ; dans l'Union Européenne : « *L'avenir incertain du pacte vert européen* » ; et chez nous : « *Transition écologique : un pilotage à la dérive* », « *Planification écologique : le risque de la reculade* », etc.

Il est vrai que l'écologie politique souffre de la conjonction de plusieurs crises : les guerres d'Ukraine et du Proche-Orient l'avaient fait passer aux oubliettes dans ces régions. Puis la débâcle aux élections européennes a vu les Verts perdre 18 députés européens (passant de 71 à 53) : les voici au sixième rang des partis présents au Parlement européen. En Allemagne, devant leur plus mauvais score électoral depuis des décennies, les Grünen ont vu leurs dirigeants démissionner en bloc. Aux États-Unis, la bataille pour la présidentielle force les Démocrates à surenchérir sur les propositions démagogiques des Républicains. Enfin en France, la découverte d'une économie en pleine déconfiture va nous imposer une période de vaches maigres, où « *L'État français [voudra] tailler dans les dépenses* ». On imagine déjà le rôle de « *variable d'ajustement* » que jouera l'écologie.

On pourrait imputer l'abandon progressif des politiques de transition écologique à cette conjoncture. Ce serait une erreur : les causes de cet effondrement sont beaucoup plus profondes.

Une écologie politique à reconstruire. – Il y a d'abord la responsabilité des partis écologistes. Au lieu de préparer et proposer des alternatives aux instruments naturels de régulation du milieu mis à mal par le réchauffement climatique, ils se perdent dans des débats politiques. Un exemple : devant une pluviométrie alternant déluges et sécheresses, il devient nécessaire de concevoir des méthodes et des instruments régulant les débits des rivières. Or, la plus grande confusion règne sur le projet de méga-bassines, dont on n'arrive pas à savoir s'il s'agit d'appliquer une méthode indispensable de maîtrise des flux, de confisquer l'eau au profit d'un groupe particulier, ou de maintenir à tout prix une agriculture intensive par irrigation, dommageable pour l'environnement. Les partis écologistes nous font vivre depuis des décennies dans cette écologie idéologique, où les décisions imposées sont plus motivées par des positions sociétales fantasmées que par une véritable compréhension des enjeux et le souci pragmatique de gérer

l'environnement. On l'a bien vu avec leurs positions aberrantes (françaises comme allemandes) sur le nucléaire, comme J.-M. Jancovici l'a signalé dans son intervention devant le Sénat.

L'Europe ensuite : elle reste ancrée sur une idéologie ultralibérale mercantiliste et, devant son incompatibilité avec la transition écologique, donne régulièrement la priorité à celle-là au détriment de celle-ci. Les lobbies, de leur côté, profitent de cette confusion pour y avancer leurs pions et obtenir de Bruxelles des délais indéfinis pour leurs productions polluantes : produits agrochimiques mortels, production toujours permise d'énergie « sale », attaques sur le pacte vert, etc. Leur poids financier et la permanence de leurs objectifs en font des adversaires résolus de toute politique écologique européenne.

Nos gouvernements, enfin, qui avaient pourtant lancé naguère le Grenelle de l'Environnement, ont depuis lors abandonné le thermomètre climatique au profit du baromètre électoral : cela se traduit par de la démagogie et des changements de cap permanents, sans parler de la dilution des responsabilités dans une myriade de structures inutiles imposées par le chef de l'État dans une vision exclusivement politicienne, qui interdit toute planification un peu sérieuse.

Tout cela explique que les citoyens perçoivent l'écologie comme idéologique, confuse, politicienne, et surtout indifférente aux conditions de vie de la population.

Ne désespérons pourtant pas et souhaitons que cette crise nous fasse revenir à une vision plus réaliste des problèmes urgents de climat et de pollution. Bien sûr, toute crise est porteuse de risque : la nécessité d'un changement profond dans notre mode de fonctionnement n'étant plus décrite, expliquée, reconnue, le risque est grand, par un rejet justifié de l'écologie « *écologiste* », de rejeter aussi toute idée d'un fonctionnement de la société plus conforme avec la défense de l'environnement. Mais une fois rejetées les postures idéologiques, il devient possible de remettre en avant la construction d'une écologie politique qui refasse de l'homme la pierre de touche des choix pour une politique écologique planifiée, aux enjeux clairs et reconnus, et préparer les conditions d'une alternative acceptable par la population. Nous avons publié récemment dans nos colonnes le *Manifeste d'écologie politique du comte de Paris*, qui définit cette écologie politique et en détaille les conditions pratiques d'application dans notre pays. Une telle action est possible ; elle répond aux souhaits de la population et peut encore sauver ce qui peut l'être de la transition écologique. ■

Sommaire

- Page 2** Michel Barnier et les rats capitaines.
- Page 3** Encore le vote RN. – Sur le mur de Jean Chouan.
- Page 4** Les fossoyeurs. – La politique au crible.
- Page 5** Mélenchon vs Ruffin : deux visions de la gauche.
- Page 6** Après Orpea, les crèches. – La quinzaine sociale.
- Page 7** Proche-Orient : victoire de Dieu.
- Page 8** Une Allemagne ébranlée.
- Page 9** Voix étrangères. – Les Faits marquants.



- Pages 10-11** De Gaulle à nouveau.
- Page 12** Harmut Rosa et le renouveau spirituel.
- Pages 13-14 livres :** Eugénie Mérieau. – *Revue Défense nationale*.
- Page 15** Quand Aziliz répond à Beauvoir.
- Pages 16-17 Cinéma :** L'exception culturelle française. – **Théâtre :** Le grand XIX^e siècle. – **Cinéma :** *Mégapolis* : un conte baroque.
- Page 18** Résistance royaliste : le général Henri Morel.
- Page 19** Brèves royales. Maison de France. Nouvelle Action royaliste.
- Page 20** Éditorial : Série noire pour les verts.